

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Oddo BHF SCA

Société en commandite par actions
au capital de 72.572.400 euros
12, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris
652 027 384 RCS Paris
(la « Société »)

Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale ordinaire des associés commanditaires du 28 avril 2025

Partie A. — Etats financiers au 31 décembre 2024

I. — Bilan
(en milliers d'euros)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actif			
Caisse, banques centrales, ccp		15 224	20 284
Effets publics et valeurs assimilées	3,3	14 654	34 500
Créances sur les établissements de crédit	3,1	1 205 583	1 003 319
Opérations avec la clientèle	3,2	609 310	505 844
Obligations et autres titres à revenu fixe	3,3	327 430	367 602
Actions et autres titres à revenu variable	3,3	180 722	120 422
Participations et autres titres détenus à long terme	3,4	1 015	1 720
Parts dans les entreprises liées	3,5	909 881	934 868
Immobilisations incorporelles	3,6	58 056	53 725
Immobilisations corporelles	3,6	25 135	29 205
Actions propres	3,7	15 159	9 443
Comptes de négociation et de règlement	3,8	243 522	165 478
Autres actifs	3,9	720 097	600 735
Comptes de régularisation	3.10	113 894	123 078
Total actif		4 439 682	3 970 223
Passif			
Banques centrales, ccp		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	3,11	595 342	502 101
Opérations avec la clientèle	3,12	1 744 261	1 568 493
Dettes représentées par un titre	3,13	198 783	178 254
Autres passifs	3,9	103 092	63 255
Comptes de régularisation	3.10	321 220	255 304
Comptes de négociation et de règlement	3,8	215 203	208 050
Dettes subordonnées	3,14	154 855	154 842
Provisions pour risques et charges	3,15	25 165	25 020
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		2 000	-
Capitaux propres	3,16	1 079 761	1 014 904
Capital souscrit		73 193	72 572
Prime d'émission		203 131	193 752
Réserves		696 266	646 312
Ecarts de réévaluation		-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement		13	7
Report à nouveau (+/-)		-	-
Acompte sur dividendes		-	-
Résultat de l'exercice		107 158	102 261
Total passif		4 439 682	3 970 223

II. — Compte de résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	67 491	61 827
Intérêts et charges assimilés	4.2	-78 544	-72 291
Revenus des titres à revenu variable	4.3	112 837	98 572
Commissions (produits)	4.4	199 862	189 681
Commissions (charges)	4.4	-44 762	-44 235
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	4,5	46 433	44 712
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	4,6	5 787	11 782
Autres produits d'exploitation bancaire	4.7	1 721 442	1 590 478
Autres charges d'exploitation bancaire	4.8	-1 617 754	-1 492 303
Produit net bancaire		412 792	388 223

Charges générales d'exploitation	4.9	-304 277	-277 747
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations		-8 213	-8 042
Résultat brut d'exploitation		100 302	102 434
Coût du risque	4.10	1 668	262
Résultat d'exploitation		101 970	102 696
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		34	16
Résultat courant avant impôt		102 004	102 712
Résultat exceptionnel	4.11	-	-
Impôt sur les bénéfices	4.12	5 159	-446
Dotation/reprise des fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Dotation/reprise amortissements dérogatoires		-5	-5
Résultat net		107 158	102 261
Résultat par action (en euros)		50,07	48,19

III. — Engagements hors bilan

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Engagements donnés	5,1	362 149	271 777
Engagements de financement		38 648	39 043
Engagements de garantie		50 657	19 159
Engagements sur titres		14 779	15 953
Autres engagements		258 065	197 622
Engagements reclus	5,2	987 555	952 243
Engagements de financement		127 515	164 786
Engagements de garantie		851 596	776 467
Engagements sur titres		8 444	10 990

IV. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale, sur proposition de la Gérance, après avoir constaté que les comptes de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2024 font apparaître un bénéfice de 107.159.535,33 euros, décide d'affecter le résultat de l'exercice, conformément à l'article 26.2 des statuts de la Société, en tenant compte de la neutralisation des actions auto-détenues par la Société, comme suit :

- Un montant de dividende de 42.250.800 euros viendra en prélèvement du bénéfice de l'exercice ; - Le dividende unitaire au profit des associés commanditaires est de 20 euros par action ; - Le solde du bénéfice de l'exercice, après affectation conformément à l'article 26.2 des statuts de la Société relatif aux dividendes des commandités et des commanditaires, sera affecté au poste « réserve légale » pour un montant de 62.107 euros et au poste « réserve ordinaire » pour un montant de 54.131.010,67 euros.

décide que les dividendes seront mis en paiement au plus tard dans les neuf mois suivant la clôture de l'exercice. 1

prend acte, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que les dividendes suivants ont été distribués aux associés commanditaires au titre des trois exercices précédents de la Société :

Exercice	Dividendes	Dividendes éligibles à l'abattement de 40%
2023	42 079 780€	100%
2022	48 348 323€	100%
2021	63 363 240€	100 %

V. — Annexe aux Etats Financiers

Faits marquants de l'exercice

Le 24 décembre 2024, il a été procédé à la transmission universelle du patrimoine de la société La Banque Privée Saint Germain à la société ODDO BHF SCA. La société LBPSG détenait la société Quilvest Banque Privée Finance (QBP Finance). Cette société est à présent détenue directement par ODDO BHF SCA.

Note 1 – Présentation des comptes

La présentation des états financiers de la société ODDO BHF est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1^{er} janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les états financiers sont exprimés en milliers d'euros.

Note 2 – Principes et méthodes comptables

♦ Methodes Comptables

Aucune évolution de la réglementation comptable, susceptible d'induire un changement de méthode dans nos comptes, n'est intervenue en 2024.

♦ Evaluation des créances et dettes en euros

Les créances et dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les créances présentant un risque de non recouvrement total ou partiel ou ayant un caractère contentieux font individuellement l'objet de provision pour dépréciation constituée par dotation au compte de résultat. Ces provisions sont inscrites en minoration de l'actif.

Par ailleurs les risques financiers, hors créances contentieuses, font l'objet de dotations aux provisions pour risques et charges.

♦ Evaluation des créances et dettes en devises

Les créances et dettes en devises sont évaluées au cours du fixing à la date de clôture de l'exercice. Les plus-values et les moins-values réalisées ou latentes sont enregistrées au compte de résultat.

Le règlement du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) n° 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit prescrit de constituer en valeur actualisée les provisions couvrant les pertes attendues sur les encours douteux et douteux compromis.

♦ Portefeuille-titres

Les titres recouvrent, notamment, les valeurs suivantes, émises en France ou à l'étranger :

- valeurs mobilières à revenu fixe ou à revenu variable,
- bons du Trésor,
- autres titres de créances négociables,
- instruments du marché interbancaire.

Ces titres font l'objet d'un classement selon l'intention qui préside à leur détention et sont, conformément au règlement n° 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire, répartis entre les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement et titres de participation et de filiales.

✓ Opérations de transaction sur titres

Les titres de transaction, acquis en vue d'une cession à court terme sont comptabilisés au bilan en opérations de transaction sur titres. Ils sont évalués à la valeur du marché du jour le plus récent. Le solde global des différences résultant des variations de cours est comptabilisé en date de clôture dans le résultat de l'exercice.

✓ Titres empruntés et titres prêtés

Les titres reçus ou donnés en pension livrée sont enregistrés à l'actif ou au passif selon la catégorie de la contrepartie.

Les titres prêtés sont maintenus dans leur portefeuille d'origine à l'actif et inscrits dans un sous-compte "titres prêtés" pour leur valeur comptable.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la catégorie des "titres de transaction". Une dette représentative des titres empruntés est corrélativement inscrite au passif dans la rubrique "dettes représentées par un titre".

Les garanties reçues ou versées en espèces sur les prêts et emprunts de titres sont inscrites en autres actifs et en autres passifs.

Les produits et charges correspondants sont intégrés au compte de résultat prorata temporis.

Les titres prêtés ou donnés en pension sont maintenus dans le portefeuille et sont évalués lors de chaque arrêté selon les règles applicables à la catégorie à laquelle ils se rapportent.

✓ Titres de placement

Les titres de placement, titres acquis avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, sont enregistrés au bilan à leur prix d'achat hors coupon couru.

À la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués par rapport à leur valeur probable de négociation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, seules les moins-values latentes sont comptabilisées par l'inscription d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres.

Les revenus du portefeuille sont enregistrés nets des crédits d'impôt et avoirs fiscaux.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciation sont enregistrées dans la rubrique "Gains/Pertes sur opérations de placement et assimilés". Toutefois, en cas de risque de crédit avéré sur titres à revenu fixe, il est constitué une provision pour créances douteuses portée au compte de résultat au poste "Coût du risque".

Les titres de placement peuvent être transférés dans la catégorie « titres d'investissement » si notamment :

- une situation exceptionnelle de marché nécessite un changement de stratégie de détention ;
- ou si les titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si la Société a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

✓ Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie titres de placement avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance et pour lesquels la Société a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance et en n'étant soumis à aucune contrainte existante juridique ou autres qui pourrait remettre en cause l'intention de détenir les titres d'investissement jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement incluent également les titres de placement que la Société a décidé de reclasser dans les conditions particulières décrites ci-dessus (situation exceptionnelle de marché ou titres qui ne sont plus négociables sur un marché actif).

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille titres, sauf en cas de risque de crédit avéré.

✓ Titres de participations et de filiales

Sont considérés comme titres de participations et filiales les titres de société dont une fraction notable du capital est détenue de façon durable.

Ils sont comptabilisés à leur valeur d'apport ou à leur valeur d'acquisition.

S'agissant de titres non cotés, ils sont évalués à leur valeur d'usage par référence notamment à la valeur d'actif net et à la rentabilité des sociétés concernées.

Les moins-values latentes issues de ces estimations sont provisionnées, les plus-values latentes n'étant pas comptabilisées.

Les résultats de cession de titres de participations et de filiales sont classés dans les produits et charges exceptionnels.

Les titres figurent à l'actif du bilan publiable dans les postes suivants :

- Effets publics et valeurs assimilées,
- Obligations et autres titres à revenu fixe,
- Actions et autres titres à revenus variable,
- Participations et autres titres détenus à long terme,
- Parts dans les entreprises liées.

♦ Comptes de négociation et de règlement

Les comptes enregistrent, au coût de négociation, dès la date de transfert de propriété, l'ensemble des achats et des ventes d'instruments financiers pour compte de tiers dont les opérations de livraison et de règlement ne sont pas encore dénouées à l'exception des négociations sur le marché français stipulées à règlement différé (SRD) qui sont enregistrées en fin de mois.

♦ Activité de trading de métaux non ferreux

Les achats et les ventes de métaux non ferreux (aluminium, cuivre, étain, zinc) sont comptabilisés au fur et à mesure des livraisons de l'exercice dans les postes « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ». Ces opérations font systématiquement l'objet d'une couverture constituée d'achats ou de ventes à terme de métaux non ferreux sur le marché du London Metal Exchange (LME).

Ces opérations sont principalement libellées en dollar US. Pour toute opération traitée dans une autre devise que l'euro, ODDO BHF SCA couvre sa position en procédant à une opération de change à terme.

En fin d'exercice, les positions prises sur le London Metal Exchange (LME) et les opérations de change en cours sont réévaluées en prix de marché au cours du dernier jour ouvré et les profits ou pertes latentes éventuels sont enregistrés en comptabilité.

S'agissant des stocks de métaux, ces derniers sont enregistrés à leur coût historique au fur et à mesure de leur acquisition. La gestion de leurs entrées et sorties suit la règle du "premier entré, premier sorti" (PEPS). Ils figurent à l'actif du bilan au sein du poste "Autres comptes de régularisation, actifs divers".

A la clôture de l'exercice, les stocks sont ensuite réévalués au prix de marché et les gains ou pertes latentes éventuels sont enregistrés au compte de résultat.

♦ Immobilisations

Les immobilisations sont enregistrées à la valeur d'acquisition, hors TVA déductible.

L'application du CRC 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation, et l'évaluation des actifs est, compte tenu de la nature de nos immobilisations et de leur gestion en interne, sans incidence sur leurs valeurs brutes amorties.

Les amortissements sur les immobilisations sont calculés, sur la valeur d'utilité des biens, selon le mode linéaire ou dégressif sur la durée de vie estimée des biens.

Les durées usuellement retenues sont :

- Logiciels	3/7 ans
- Matériel informatique et de bureautique	1/5 ans
- Mobilier	5/10 ans
- Travaux immobiliers et agencements	3/10 ans
- Matériel et Outillage	3/10 ans

Les valeurs incorporelles sont comptabilisées à leur valeur d'apport ou à leur valeur d'acquisition. Elles ne sont pas amorties, mais peuvent éventuellement faire l'objet de dépréciation.

♦ Résultat et instruments financiers à terme pour compte propre

Les principes comptables adoptés sont ceux définis par les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, les instructions de la Commission Bancaire et les avis du Conseil National de la Comptabilité. Ces principes, conformément au CRC 04-18, reposent essentiellement sur la comptabilisation à la juste valeur des instruments financiers dérivés, en fonction de la nature des opérations effectuées, de leur qualification et du type de marché sur lequel ils sont traités.

Les opérations traitées au sein de la société correspondent à des opérations de trading.

Les opérations sur instruments financiers à terme sont comptabilisées, à la date de leur conclusion, sur des comptes d'engagements hors bilan pour la valeur nominale des contrats négociés. Les différences de cours qui se produisent quotidiennement dans les opérations sur instruments financiers à terme, sont directement comptabilisées au compte de résultat.

Les opérations sur options sont également enregistrées, dès leur conclusion, sur les comptes d'engagements hors bilan correspondants, pour la valeur nominale de l'actif sous-jacent auquel les options sont référencées. Les contrats d'options sont comptabilisés à l'actif ou au passif pour la valeur des primes achetées ou vendues, et les différences consécutives aux variations journalières par rapport au cours du marché sont comptabilisées au compte de résultat. Les garanties déposées auprès des marchés organisés sont comptabilisées à l'actif, dans le poste "AUTRES ACTIFS".

Les opérations de couverture sont valorisées au prix du marché avec correction symétrique de la valeur des instruments couverts.

♦ Provisions

Les provisions sont comptabilisées selon les dispositions du CRC n° 2000-06 Comité de la Réglementation Comptable relatif aux passifs. Les provisions pour risques et charges correspondent notamment à l'évaluation des risques identifiés au titre des litiges en cours.

♦ Engagements hors bilan

Les engagements reçus ou donnés en faveur de tiers ainsi que ceux liés aux positions des comptes propres sont inscrits en hors bilan.

♦ Charges et produits de l'exercice

Les charges et les produits de l'exercice sont comptabilisés selon le principe de séparation des exercices.

♦ Engagements de retraite

La convention collective nationale des activités de marchés financiers prévoit des engagements au titre des indemnités de fin de carrière. Ces indemnités sont évaluées sur la base des droits acquis à la clôture de l'exercice et en fonction des probabilités relatives à la mortalité et la rotation du personnel.

L'estimation de ces engagements de fin de carrière est comptabilisée sous forme de provision, conformément à la méthode préférentielle recommandée par le CNC n°03-01.

La recommandation de l'ANC n°2013-02 en matière d'évaluation des engagements de retraite n'indique pas comment déterminer l'hypothèse de turnover. Conformément à la réponse du CNCC (EC 2018-17), seules les démissions entrent dans le calcul du turnover.

Cette recommandation a été mise à jour en date du 5 novembre 2021, introduisant notamment un choix de méthode relatif à la répartition des droits à prestations pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné, et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite.

Dans le cadre de cette mise à jour de la recommandation, nous avons fait le choix de répartir de manière linéaire ces droits, non plus à compter de la date de prise de service du personnel, mais désormais, à compter de la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation, c'est-à-dire la date avant laquelle les services rendus par le membre du personnel n'affectent ni le montant ni l'échéance des prestations.

♦ Estimation des congés payés

Afin de se mettre en conformité avec le droit de l'Union européenne (UE), la Cour de cassation a rendu le 13 septembre 2023 plusieurs arrêts dans lesquels elle améliore les droits des salariés aux congés payés. Elle permet notamment l'acquisition de congés payés pendant un arrêt de travail pour maladie ou accident non professionnel.

La Cour considère désormais que les arrêts maladie constituent des périodes de travail effectif déterminant la durée du congé au même titre que les congés maternité ou les congés payés par exemple.

Ainsi, le salarié en arrêt de travail pour maladie ou accident non professionnel est en droit d'acquérir des congés payés comme s'il travaillait.

De plus, la Cour se conforme aussi au droit de l'UE dans 2 autres arrêts et pose :

- qu'en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, le salarié doit continuer d'acquérir des congés pendant l'intégralité de son arrêt de travail. Le calcul des droits à congé payé ne sera donc plus limité à la première année de l'arrêt de travail ;
- que la prescription du droit à congé payé ne débute que si l'employeur a mis son salarié en mesure d'exercer ce droit.

Le prestataire paie CEGEDIM a mis le paramétrage de l'outil paie en conformité avec la réglementation en vigueur pour neutraliser l'abattement de l'acquisition des Congés Payés en cas d'arrêt maladie ou d'accident de travail depuis 2024. Aucune provision complémentaire n'a été comptabilisée dans les comptes annuels.

♦ Régime fiscal

Le taux d'impôt à appliquer est celui en vigueur à la clôture de l'exercice. Les crédits d'impôts sur les revenus du portefeuille ne sont pas comptabilisés, et s'imputent sur la charge fiscale de l'exercice.

La Société est tête d'un groupe d'intégration fiscale. Le principe appliqué est le suivant : la charge d'impôt est calculée sur la base du résultat fiscal social après imputation des crédits d'impôts de l'année, des déficits ou moins-values que la société aurait pu imputer en l'absence de groupe fiscal. Les économies d'impôt liées au groupe fiscal lui appartiennent. Ces règles découlent de l'application des conventions d'intégration, selon la méthode de la seconde conception de répartition de l'impôt.

Les sociétés appartenant au groupe d'intégration fiscale sont désormais : ODDO BHF Asset Management, Oddo Madeleine et QBP Finance.

♦ Présentation des états financiers

Les Etats financiers sont établis à partir d'une balance arrondie au K€ le plus proche. L'écart d'arrondi dégagé est reclassé en résultat. L'affectation du résultat est calculée à partir du résultat comptable au centime près.

Note 3 – Informations sur les postes du bilan

3.1. Créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Comptes et prêts à vue	798 071	-	160 000	-	958 071	786 340
à terme	798 071	-	-	-	798 071	686 340
Titres reçus en pension livrée	-	-	160 000	-	160 000	100 000
Créances rattachées	244 986	-	-	-	244 986	214 679
	1 574	-	-	952	2 526	2 300
Total brut	1 044 631	-	160 000	952	1 205 583	1 003 319
Dépréciations	-	-	-	-	-	-
Total	1 044 631	-	160 000	952	1 205 583	1 003 319

3.2. Opérations avec la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Autres concours à la clientèle	35 593	94 210	140 494	-	270 297	248 396
Titres reçus en pension livrée	179 796	1 549	-	-	181 345	152 000
Comptes ordinaires débiteurs	154 204	-	-	1 494	155 698	104 942
Prêts participatifs	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	572	2 024	-	3	2 599	3 066
Total brut	370 165	97 783	140 494	1 497	609 939	508 404
Dépréciations	-	-	-	-629	-629	-2 560
Total	370 165	97 783	140 494	868	609 310	505 844

3.3. Portefeuille titres

Détermination du prix de marché

Le prix de marché, auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent ;

- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ODDO BHF détermine le prix du titre à l'aide de techniques d'évaluation (modèles internes de valorisation). Ces techniques intègrent l'utilisation de données issues de transactions récentes, d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux. Ces modèles internes sont régulièrement testés par des experts de la Direction des risques, indépendants des lignes métiers, qui s'assurent de la validité des données et des paramètres utilisés.

La détermination du caractère actif ou non d'un marché, s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions pour un instrument identique ou similaire, la raréfaction des valeurs restituées par les sociétés de service, la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

a) Ventilation par nature de titre

(en milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023
	Titres de transaction	Titres de placement	Titres d'invest.	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées	4 054	11 093	-	15 147	35 296
Créances rattachées	-	14	-	14	14
Dépréciations	-	-507	-	-507	-810
Sous-total	4 054	10 600	-	14 654	34 500
Obligations et autres titres à revenu fixe	216 482	120 865	-	337 347	378 681
<i>Titres cotés</i>	216 482	120 865	-	337 347	378 378
<i>Titres non cotés</i>	-	-	-	-	303
Créances rattachées	-	334	-	334	3 213
Dépréciations	-	-10 251	-	-10 251	-14 292
Sous-total	216 482	110 948	-	327 430	367 602
Actions et autres titres à revenu variable	269	184 855	-	185 124	123 376
<i>Titres cotés</i>	269	123 824	-	124 093	99 938
<i>Titres non cotés</i>	-	61 031	-	61 031	23 438
Créances rattachées	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-4 402	-	-4 402	-2 954
Sous-total	269	180 453	-	180 722	120 422
Total	220 805	302 001	-	522 806	522 524

Les plus-values latentes, sur portefeuille de placement, s'élèvent à 29 813 K€ contre 17 001 K€ en 2023.

b) Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées	1 997	80	12 577	-	14 654	34 500
Obligations et autres titres à revenu fixe	24 114	42 485	183 461	77 370	327 430	367 602
Total	26 111	42 565	196 038	77 370	342 084	402 102

Les comptes d'opérations de transaction sur titres enregistrent la contre valeur des négociations de titres effectuées par ODDO BHF pour son propre compte. Ces positions sont valorisées à la valeur du marché à la date de clôture. Le solde global des écarts d'évaluation est comptabilisé au compte de résultat.

c) Transfert de portefeuille

Aucun reclassement n'a été effectué au cours de l'exercice 2024.

3.4. Participations, autres titres détenus à long terme

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Autres entreprises financières	66	512
Valeur brute	66	512
Dépréciation	-	-
Autres entreprises non financières	949	1 208
Valeur brute	953	1 212
Dépréciation	-4	-4
Total	1 015	1 720

3.5. Parts dans les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Etablissements de crédit	653 265	680 081
Valeur brute	653 265	680 081
Dépréciation	-	-
Autres entreprises financières	219 843	218 064
Valeur brute	219 843	218 064
Dépréciation	-	-
Autres entreprises non financières	36 773	36 723
Valeur brute	36 839	36 789
Dépréciation	-66	-66
Total	909 881	934 868

Renseignements détaillés sur chaque filiale

Filiales détenues à plus de 50 % du capital au 31/12/2024

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves et Report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part de détention en %	PNB ou CA hors taxes	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	Résultat du dernier exercice clos
ODDO BHF Asset Management SAS	21 500	12 907	100,00	208 358	15 439	15 255
ODDO Madeleine	1 200	3 221	100,00	-	-	(5)
ODDO BHF New York Corporation	2 647	2 091	100,00	9 585	2 406	2 203
ODDO BHF Tunis	106	11	99,98	17 489	1 539	1 637
ODDO BHF Belgium	144 053	85 266	100,00	32	27 000	4 469
La Banque Privée Saint-Germain	-	-	100,00	16 171	3 025	3 983
Quilvest Banque Privée Finance	300	98	100,00	2 494	-	634
ODDO BHF SE	248 000	337 850	100,00	449 494	63 550	71 030

Filiales détenues de 10 à 50 % du capital au 31/12/2024

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves et Report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part de détention en %	PNB ou CA hors taxes	Dividendes encaissés au cours de l'exercice	Résultat du dernier exercice clos
Génération Vie	42 498	66 835	47,50	432 926	-	9 924
COGEFI	4 205	2 013	34,00	3 721	-	79
Alpha Intelligence Capital GP (*)	12	-	25,00	42	-	-
ABN AMRO-ODDO BHF B.V	6 359	-1 357	50,00	7 946	-	-301

(*) Derniers comptes connus au 31/12/2023

3.6. Immobilisations incorporelles et corporelles

Ce poste se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	Valeur Brute 31/12/2023	Entrées	Sorties	Autres	Valeur brute 31/12/2024	Amort. et dépré.	Valeur Nette 31/12/2024
Immobilisations incorporelles							
Fonds de commerce	50 932	-	-	5 908	56 840	-2 775	54 065
Droit d'usage	10	-	-	-	10	-	10
Logiciels	35 178	118	-	2 614	37 910	-33 929	3 981

En cours	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	86 120	118	-	8 522	94 760	-36 704	58 056
Immobilisations corporelles							
Mobilier et matériel de bureau	3 214	35	-	444	3 693	-2 457	1 236
Matériel de transport	44	-	-	-	44	-44	-
Matériel informatique	16 997	485	-1 018	1 485	17 949	-16 298	1 651
Agencements	38 087	374	-	2 627	41 088	-19 177	21 911
En cours	220	1 146	-	-1 270	96	-	96
Autres	696	-	-	7	703	-462	241
Sous-total	59 258	2 040	-1 018	3 292	63 573	-38 438	25 135
Total	145 378	2 158	-1 018	11 814	158 333	-75 142	83 191

3.7. Actions propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Actions propres	15 159	9 443
Provisions	-	-
Total	15 159	9 443

ODDO BHF a octroyé à ses salariés des rémunérations en actions soit sous forme d'attribution gratuite d'action. Ces plans sont couverts par des achats d'actions propres.

Au 31 décembre 2024, le nombre total d'actions propres détenues par ODDO BHF est de 27.620 actions pour un montant de 15.159 K€, représentant 1,29% du capital.

La valeur du titre ODDO BHF SCA au 31 décembre 2024 est de 574,33 euros par action.

3.8. Comptes de négociation et de règlement

Ce poste englobe l'ensemble des opérations d'intermédiation faites pour le compte de nos clients.

Les comptes "Acheteurs", "Vendeurs" et "Règlement" des intermédiaires financiers conformément aux dispositions comptables applicables aux sociétés de bourse ont été compensés, pour ne faire apparaître par établissement que la créance ou la dette nette.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
OPCVM	-	-	-	-
Entreprises Investissement	-	-	-	-
Etablissements de crédit	202 892	193 185	158 965	189 143
Autres institutions financières	3 539	304	1 063	66
Clients en conservation	37 091	21 709	5 450	18 836
Autres opérations sur titres	-	5	-	5
Total	243 522	215 203	165 478	208 050

3.9. Autres actifs et passifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments conditionnels	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	21 845	21 021	39 047	12 524
Cptes de règlement « Chambre de Compensation »	-	-	-	-
Etat français - impôt société	10 137	-	2 118	1 207
Etat français - autres	25 545	33 634	15 939	20 113
Etat étranger	1	100	1	98
Personnel	93	53	50	1
Organismes sociaux	4 138	5 322	2 811	3 697
Clients (1)	294 428	-	270 492	4
Fournisseurs	1 097	39 950	2 534	18 863
Divers (2)	362 709	3 009	267 689	6 744
Créances douteuses	7 807	-	7 597	-
Provisions créances douteuses	-7 704	-	-7 547	-
Créances et dettes rattachées	1	3	4	4
Total	720 097	103 092	600 735	63 255

(1) Ce poste représente essentiellement pour 266.190 K€ de créances liées à l'activité de négoce de métaux non ferreux contre 229.574 K€ en 2023.

(2) Ce poste à l'actif représente essentiellement le stock de métaux non ferreux pour 361.908 K€ contre 266.657 K€ en 2023.

Le poste fournisseur d'un montant net de 38.853 K€ est composé d'un montant de 24.867 K€ lié à l'activité de négoce de métaux non ferreux. En 2023 le montant net du poste fournisseur était de 16.329 K€ dont 4.787 K€ lié à l'activité de négoce de métaux non ferreux.

3.10. Comptes de régularisations actifs et passifs

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Opérations de recouvrement	-	1 452	-	1 333
Charges/produits constatés d'avance	11 657	2 977	4 490	2 577
Prime d'émission des obligations	-	-	-	-
Personnel	-	57 400	-	53 080
Organismes sociaux	-	23 736	-	21 972
Impôts et taxes	-	26	-	30
Fournisseurs	-	19 243	-	17 723
Groupe	11 864	-	12 806	-
Autres comptes de régularisation (*)	90 373	216 386	105 782	158 589
Total	113 894	321 220	123 078	255 304

(*) Dont Activités métal pour 19.851 K€ à l'actif et 21.466 K€ au passif en 2024 et pour 18.414 K€ à l'actif et 35.418 K€ au passif en 2023.

3.11. Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Comptes et emprunts à vue	266 430	-	-	-	266 430	233 511
à terme	5 678	-	-	-	5 678	7 632
Titres donnés en pension livrée	260 752	-	-	-	260 752	225 879
Dettes rattachées	327 344	-	-	-	327 344	267 065
	737	-	-	831	1 568	1 525
Total	594 511	-	-	831	595 342	502 101

3.12. Opérations avec la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-	114 486	114 486	132 748
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-	114 486	114 486	132 748
Dettes rattachées	-	-	-	-	-	-
Autres dettes	1 527 638	1 537	600	100 000	1 629 775	1 435 745
Comptes ordinaires de la clientèle	1 410 209	-	-	-	1 410 209	1 353 251
Emprunts à la clientèle	99 763	1 255	600	100 000	201 618	40 898
Titres donnés en pension livrée	13 779	-	-	-	13 779	41 221
Autres dettes diverses	3 873	-	-	-	3 873	301
Dettes rattachées	14	282	-	-	296	74
Total	1 527 638	1 537	600	214 486	1 744 261	1 568 493

3.13 Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire et créances négociables	124 584	37 991	1 658	-	164 233	152 129
Titres émis	-	-	-	-	-	-
Titres de transaction – Emprunt Titres	-	1 664	18 731	11 242	31 637	24 331
Sous-total	124 584	39 655	20 389	11 242	195 870	176 460
Dettes rattachées	-	-	-	2 913	2 913	1 794
Total	124 584	39 655	20 389	14 155	198 783	178 254

3.14 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Dettes subordonnées	-	-	-	150 000	150 000	150 000
Dettes rattachées	-	-	-	4 855	4 855	4 842
Total	-	-	-	154 855	154 855	154 842

3.15. Provisions pour risques et charges

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Dotation	Reprise	Reprise non utilisée	Autres	31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite	15 168	1 046	-	-907	402	15 709
Provisions pour litiges	1 701	2 530	-2 207	-673	477	1 828
Autres provisions pour pertes et charges	8 151	3 191	-3 099	-615	-	7 628
Total	25 020	6 767	-5 306	-2 195	879	25 165

3.16. Variation des fonds propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Affectation du résultat	Dividendes	Autres Mouvements	31/12/2024
Capital	72 572	-	-	621	73 193
Prime émission, fusion	193 752	-	-	9 379	203 131
Réserve légale	7 257	-	-	-	7 257
Réserve de PV à LT	-	-	-	-	-
Réserves statutaires	-	-	-	-	-
Autres réserves	639 055	49 954	-	-	689 009
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	7	-	-	6	13
Report à nouveau	-	-	-	-	-
Acompte sur dividendes	-	-	-	-	-
Résultat	102 261	-49 954	-52 305	107 156	107 158
Total	1 014 904	-	-52 305	117 162	1 079 761

Au 31 décembre 2024, le capital de ODDO BHF entièrement libérés s'élève à 73.193 K€ et se compose de 2 140 160 actions d'une valeur nominale d'environ 34,20€.

Note 4 – Informations sur les postes du compte de résultat

4.1. Intérêts et produits assimilés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Produits sur opérations avec les établissements de crédit	32 249	26 796
Produits sur opérations avec la clientèle	14 434	14 906
Produits sur obligations et autres titres à revenu fixe	20 808	20 125
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Total	67 491	61 827

4.2. Intérêts et charges assimilées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Charges sur opérations avec les établissements de crédit	-17 500	-20 442
Charges sur opérations avec la clientèle	-25 010	-20 076
Charges sur obligations et autres titres à revenu fixe	-35 143	-29 965
Autres intérêts et charges assimilées	-891	-1 808
Total	-78 544	-72 291

4.3. Revenus des titres à revenu variable

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Titres de placement	31	4
Titres de participation (dividendes)	112 806	98 568
Total	112 837	98 572

4.4. Commissions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	-494	-	-524
Opérations avec la clientèle	8	-3	2	-1
Opérations sur titres	55 510	-11 646	48 642	-10 966
Opérations de change	-	-	-	-
Opérations de hors-bilan	21 116	-457	14 050	-271
Engagements sur titres	20 667	-253	13 452	-117
Instruments financiers à terme	449	-204	598	-154
Prestations de services financiers	123 228	-32 162	126 987	-32 473
Total	199 862	-44 762	189 681	-44 235

4.5. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Titres de transaction	120 319	-93 881	68 108	-38 754
Opérations de change	34 125	-23 701	40 571	-32 341
Instruments financiers à terme	61 362	-51 791	60 510	-53 382
Total	215 806	-169 373	169 189	-124 477
Solde Net	46 433		44 712	

4.6. Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Cessions	3 014	-377	2 851	-113
Provisions pour dépréciation	4 631	-1 481	8 619	425
Total	7 645	-1 858	11 470	312
Solde Net	5 787		11 782	

4.7. Autres produits d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Refacturation de charges	51 501	53 048
Autres produits accessoires	10 211	9 153
Divers (*)	1 659 730	1 528 277
Total	1 721 442	1 590 478

(*) Le poste « divers » se compose de 1.659.596 K€ de vente de métaux non ferreux contre 1.528.173 K€ en 2023.

4.8. Autres charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Rétrocession de produits	-274	-272
Divers (*)	-1 617 480	-1 492 031
Total	-1 617 754	-1 492 303

(*) Le poste « divers » est constitué à hauteur de (1.617.309 K€) d'achats de métaux non ferreux contre (1.491.906 K€) en 2023.

4.9. Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel	-161 382	-150 015
Impôts et taxes	-3 487	-3 921
Locations	-14 891	-14 122
Rémunérations d'intermédiaires	-	-9
Services extérieurs	-13 939	-10 554
Transports et déplacements	-2 832	-2 660
Autres charges diverses d'exploitation	-107 746	-96 466
Total	-304 277	-277 747

Détail des frais de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Rémunérations fixes	-65 247	-63 884
Rémunérations variables	-32 376	-29 760
Indemnités et avantages divers	-8 252	-5 832
Intéressement, Participation	-6 958	-6 647
Charges sociales	-46 198	-42 141
Impôts, Taxes et versements assimilés sur rémunérations	-2 351	-1 751
Total	-161 382	-150 015

Evolution des effectifs

	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	693	680
Agents de maîtrise	32	32
Employés	44	40
Effectif moyen	769	752

4.10. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-186	-1 152
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	-
Pertes nettes sur créances couvertes par des provisions	-207	-
Pertes nettes sur créances non couvertes par des provisions	100	-9
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles	1 960	32
Reprises de provisions pour risques et charges	1	1 391
Total	1 668	262

4.11. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'analyse ainsi :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Litiges et contentieux	-	-
Autres	-	-
Résultat exceptionnel	-	-

4.12. Impôt sur les bénéfices

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024
Résultat net	107 160
Impôt sur les bénéfices 2024	-5 165
Impôt sur les bénéfices antérieurs	6
Provision risques Impôt sur les bénéfices	-
Résultat avant impôts	102 001
Différences permanentes	1 547
Quote-part dans les bénéfices réalisés par un GIE	-
Régime mère/fille	-111 519
Différences temporaires	728
Produits divers non imposables	-
Déficit reporté en arrière	-
Provision risques Impôt sur les bénéfices	-
Autres	-
Résultat avant impôt soumis au taux de droit commun	-7 242
Taux d'impôt	
Impôt théorique	39
Avoirs fiscaux	-
Régime Intégration fiscale	-1 818
Réduction d'impôt mécénat	-537
Crédit d'impôts	-2 849
Abattement contribution sociale	-
Créance carry-back	-
Impôt sur les sociétés Espagnol	39
Impôt total calculé	-5 165

La SCA ODDO BHF a opté avec certaines de ses filiales pour le régime fiscal de groupe. Le périmètre du groupe comprend au 31 décembre 2024, quatre filiales. Les conventions signées entre ces dernières et la société mère reposent sur le principe de la prise en compte immédiate dans le résultat de la société mère de l'impact du régime groupe (différence, positive ou négative, entre l'impôt groupe et l'impôt de chaque filiale calculé en l'absence de régime de groupe).

Le montant figurant ci-dessus intègre l'impôt dû (39K€) par notre succursale espagnole créée en avril 2021.

4.13. Informations relatives aux implantations et activités dans les Etats ou territoires non coopératifs

Au 31 décembre 2024, ODDO BHF ne détient pas d'implantations directes ou indirectes dans des Etats ou territoires non coopératifs au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Note 5 – Informations sur le hors bilan

5.1. Engagements donnés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement	38 648	39 043
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	38 648	39 043
Engagements de garantie	50 657	19 159
Capital garanti	-	-
Trésor public	-	-

Etablissements de crédit	-	-
Garantie et caution donnée	-	-
Autres garanties données	50 657	19 159
Engagements sur titres	14 779	15 953
Titres à livrer (tiers)	14 779	15 953
Titres à livrer (compte propre)	-	-
Autres Engagements	258 065	197 622
Autres valeurs affectées en garantie	258 065	197 622
Engagements en faveur d'autres entreprises financières	-	-
Total	362 149	271 777

5.2. Engagements reçus

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement	127 515	164 786
Engagements reçus des établissements de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle	127 515	164 786
Engagements de garantie	851 596	776 467
sur titres	293 367	237 429
sur assurance vie	451 458	415 625
sur la clientèle	106 771	123 413
Engagements sur titres	8 444	10 990
Titres à recevoir (tiers)	8 444	10 990
Titres à recevoir (compte propre)	-	-
Total	987 555	952 243

5.3. Engagements sur instruments financiers à terme

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Opérations fermes	613 440	487 055
Opérations contractées à titre de couverture	101 607	31 500
Opérations de gré à gré	101 607	31 500
Swaps de taux	101 607	31 500
Swaps de taux Groupe		
Equity swaps		
Opérations contractées à titre de gestion de positions	511 833	455 555
Opérations sur marchés organisés	51 714	81 778
Contrats de taux (Futures)	51 714	81 778
Opérations de gré à gré	460 119	373 777
Swaps de taux	26 000	40 800
Swaps de change	423 525	330 317
Swap de prime	10 594	2 660
Autres opérations	1 013 183	953 753
Opérations contractées à titre de gestion de positions	1 013 183	953 753
Opérations de gré à gré	1 013 183	953 753
Autres contrats fermes de change	235 454	196 975
Achat à terme de matières premières métaux (LME)	236 354	264 471
Vente à terme de matières premières métaux (LME)	541 375	492 307
Opérations conditionnelles	-	-
Opérations contractées à titre de gestion de positions	-	-
Opérations de gré à gré	-	-
Options sur actions / indices	-	-
Options sur matières premières (métaux)	-	-

Instruments financiers à terme : ventilation par durée

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024				
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Swaps	482 343	32 738	46 646	-	561 727
Contrats de taux (Futures)	47 925	-	-	-	47 925
Not. Act° & indices - Aut contrats fermes (social)	3 789	-	-	-	3 789
Not. taux - Autres contrats fermes (social)	176 788	12 274	46 393	-	235 455
Autres contrats fermes change	-	-	-	-	-
Achat à terme de matières premières	73 162	13 473	297	-	86 932
Vente à terme de matières premières	234 383	157 311	-	-	391 694

Options sur actions et indices	-	-	-	-	-
Options sur matières premières	193 995	105 053	55	-	299 103
Total	1 212 385	320 849	93 391	-	1 626 625

(en milliers d'euros)	31/12/2023				
	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Swaps	331 317	46 960	27 000	-	405 277
Contrats de taux (Futures)	80 002	-	-	-	80 002
Not. Act° & indices - Aut contrats fermes (social)	1 776	-	-	-	1 776
Not. taux - Autres contrats fermes (social)	129 386	63 907	3 681	-	196 974
Autres contrats fermes change	-	-	-	-	-
Achat à terme de matières premières	128 486	18 813	-	-	147 299
Vente à terme de matières premières	180 954	170 484	23 422	-	374 860
Options sur actions et indices	-	-	-	-	-
Options sur matières premières	144 792	71 329	18 499	-	234 620
Total	996 713	371 493	72 602	-	1 440 808

Note 6 – Informations relatives au risque de contrepartie

6.1. Risques de règlement - livraison

Les risques de contrepartie sont évalués au quotidien afin de répondre aux dispositions du CRBF 2001-01, relatives aux risques de Règlement/Livraison. Les engagements non dénoués pour tous les comptes ouverts sont consolidés par catégorie de clientèle (Banques, Asset Management, Assurances, Corporate...). Des catégories de limites de risques ont été associées en fonction de la qualité de la signature de chaque type de clientèle. En cas de dépassement une limite d'alerte déclenche une surveillance rapprochée de la part du responsable métier et du comité des risques.

6.2. Risques sur les produits Dérivés

Les calculs des montants des équivalents risques et des compensations sont effectués selon les principes énoncés par le Comité de la Réglementation Bancaire et Financière dans les règlements n° 91-05 et 95-02 et par la Commission Bancaire dans l'instruction N° 96-06. La valeur de remplacement positive des équivalents risques correspond à l'évaluation au prix de marché des contrats, avant prise en compte des effets de la compensation et des garanties reçues. La majoration brute est le résultat du montant notionnel de l'opération auquel est appliqué un coefficient de pondération. La majoration nette, quant à elle, est calculée selon la formule définie dans l'instruction n° 96-06.

Note 7 – Informations relatives à la rémunération des membres des Organes de Direction

Il est entendu par organes de Direction le collège de la gérance.

Au titre de l'année 2024, les rémunérations allouées à l'ensemble des membres des organes de direction de la société s'élèvent à 16 582 K€.

Note 8 – Evénements postérieurs à la clôture

Néant

VI. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale

ODDO BHF SCA

12, boulevard de la Madeleine 75009 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ODDO BHF SCA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821 -53 et R.821 -180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Valorisation des actifs et passifs de l’activité ODDO BHF Metals

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au sein de ses métiers de Banque d’investissement, Oddo BHF a développé une activité d’intermédiaire sur les métaux non ferreux (aluminium notamment).</p> <p>Dans le cadre de cette activité, la société est amenée à détenir des stocks physiques, à négocier des contrats à terme physiques et à mettre en place des instruments de couverture (contrats d’achat ou vente à terme sur le LME, dérivés de change notamment).</p> <p>Au regard de l’importance relative des positions et des spécificités de cette activité, nous avons considéré que l’existence des stocks physiques et la valorisation des différentes positions de cette activité constituait un point clé de l’audit.</p> <p>Le stock de métaux non ferreux s’élève à 362 M€ au 31.12.2024. Se référer à la note 3.9 « Autres Actifs et Passifs »</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la société pour l’évaluation et la comptabilisation des positions de l’activité Oddo BHF Metals. Nous avons notamment examiné les contrôles clés mis en œuvre par la société, en particulier ceux liés à :</p> <ul style="list-style-type: none">- la réconciliation des positions avec les contreparties externes (tiers détenteurs de stocks),- les contrôles afférents à la cohérence des positions entre les systèmes de gestion et la comptabilité,- la vérification des paramètres de valorisation des stocks physiques et instruments financiers. <p>En complément, nous avons réalisé les tests suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• nous avons procédé, sur base d’échantillon, à des demandes de confirmation externe par les tiers détenteurs des stocks physiques pour le compte de la société au 31 décembre 2024,• nous avons testé les contrôles d’inventaire des stocks en consignation chez les clients,• nous avons réalisé des tests de détail sur les opérations d’achats et de ventes de métaux en comparant les écritures comptables avec les bons de commandes et de livraisons, les factures correspondantes et les paiements effectués et reçus,• nous avons testé par sondage la pertinence des paramètres de marché (notamment cours LME, primes) retenus au 31 décembre 2024 pour la valorisation des stocks physiques et des positions sur instruments à terme en les confrontant à des données externes.

Contrôles généraux informatiques

Risque identifié	Notre réponse
<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d’information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes annuels d’Oddo BHF SCA.</p> <p>L’appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux principales chaînes de traitement de l’information qui concourent à l’élaboration de l’information comptable et financière a été considérée comme constituant un point clé de notre audit au regard de certaines déficiences de contrôle interne affectant notamment la gestion des accès aux systèmes d’informations identifiées lors de précédents exercices et faisant l’objet de plans de remédiation.</p>	<p>Nos travaux ont principalement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- La gestion des accès aux applications, aux systèmes d’exploitation et aux bases de données intervenant dans l’élaboration de l’information financière. Nous avons revu et testé :• les procédures pour la création, la modification, la désactivation et l’annulation de droits d’accès, ainsi que la revue de ces droits d’accès par les responsables métiers,• la procédure de surveillance de comptes à hauts privilèges,• le respect de la politique du groupe en matière de sécurité des mots de passe et la correcte séparation des tâches.- La gestion des changements et développements relatifs aux applications.- La gestion de l’exploitation informatique :• procédures de sauvegarde et de restauration des données,• procédures d’identification et de traitement des erreurs de production. <p>Lorsque les résultats de ces tests de contrôles ne se sont pas révélés satisfaisants sur l’ensemble de l’exercice, nous avons identifié et testé certains contrôles compensatoires ou mené des travaux complémentaires</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport de la gérance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ODDO BHF SCA par votre assemblée générale du 31 décembre 1994 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers et du 31 décembre 2015 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers était dans la 30ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 15ème année, compte tenu des successions de mandats intervenues entre entités juridiques du même réseau.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-seine et Paris-La Défense, le 11 avril 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Ridha Ben Chamek

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel

Partie B. — Etats financiers consolidés au 31 décembre 2024

I. — Bilan consolidé
(en milliers d'euros)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Actif			
Caisse, Banques centrales, CCP		221 091	202 234
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2,1	872 409	893 902
Instruments dérivés de couverture	2,2	29 174	48 345
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2,3	2 010 785	1 865 072
Titres de dettes au coût amorti	2,4	11 155	18 508
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	2,6	7 377 586	5 926 085
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2,7	2 242 265	2 143 393
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2,8	-	-
Actifs d'impôts courants et différés	2,9	64 531	55 457
Autres actifs	2,10	1 081 884	949 859
Participations dans les entreprises mises en équivalence	2,11	55 405	51 350
Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	2,12	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	2,13	211 446	197 893
Ecarts d'acquisition	2,13	73 771	73 771
Total actif		14 251 502	12 425 869
Dettes			
Banques centrales		10 338	8 351
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2,15	152 412	184 120
Instruments dérivés de couverture	2,2	16 485	13 714
Dettes envers les établissements de crédit	2,16	2 491 258	2 316 058
Dettes envers la clientèle	2,17	8 889 356	7 445 247
Dettes représentées par un titre	2,18	172 444	156 296
Passifs d'impôts courants et différés	2,9	22 519	28 155
Autres passifs	2,10	916 335	781 597
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées	2,12	-	-
Provisions	2,19	118 591	97 475
Dettes subordonnées	2,20	167 396	167 455
Total dettes		12 957 134	11 198 468
Capitaux propres			
Capital		73 193	72 572
Primes et réserves consolidées liées au capital		1 085 500	1 033 817
Résultat de l'exercice		104 701	102 396
Sous-total		1 263 394	1 208 785
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		2 650	2 059
Total part du Groupe		1 266 044	1 210 844
Participations ne donnant pas le contrôle		28 324	16 557
Total capitaux propres consolidés		1 294 368	1 227 401
Total passif		14 251 502	12 425 869

II. — Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Intérêts et produits assimilés	3,1	419 256	347 948
Intérêts et charges assimilés	3,2	-317 469	-228 899
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette	3,3	-36	1 145
Commissions (produits)	3,4	853 700	764 212
Commissions (charges)	3,4	-247 174	-202 422
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3,5	83 372	74 816
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	3,6	-1 040	-1 912
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	3,7	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat			
Résultat net des autres activités	3,8	55 787	51 557

Produit net bancaire		846 396	806 445
Charges générales d'exploitation	3,9	-675 394	-626 776
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles		-34 185	-43 894
Résultat brut d'exploitation		136 817	135 775
Coût du risque de crédit	3,10	1 217	-1 598
Résultat d'exploitation		138 034	134 177
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3,11	4 726	5 396
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3,12	70	4 135
Variations de valeur des écarts d'acquisition	3,13	-	-
Résultat avant impôts		142 830	143 708
Impôts sur les bénéfices	3,14	-37 462	-40 312
Résultat des activités abandonnées avant impôts		-	-
Impôts sur les bénéfices des activités abandonnées		-	-
Résultat des activités abandonnées	3,15	-	-
Résultat net		105 368	103 396
Participations ne donnant pas le contrôle		-667	-1 000
Résultat net – part du groupe		104 701	102 396
Résultat par action (en euros)		49,48	48,74
Résultat dilué par action (en euros)		48,92	48,25

III. — Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>(en milliers euros)</i>	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat net	105 368	103 396
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	7 631	21 630
Ecart de conversion	-1 186	4 449
Variations de valeur des actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	12 498	24 434
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	11 489	22 444
<i>Reclassement en résultat</i>	1 009	1 990
Pertes nettes sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	-	-
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par capitaux propres	-	-
<i>Impôts sur les éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat</i>	-3 681	-7 253
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	-7 040	-6 494
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi	-9 587	-8 612
Variations de valeur des actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	-	-
<i>Ecarts de réévaluation de la période</i>	-	-
<i>Reclassement des capitaux propres recyclables</i>	-	-
<i>Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat</i>	2 547	2 118
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	591	15 136
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	105 959	118 532
Dont part du Groupe	105 292	117 532
Dont participations ne donnant pas le contrôle	667	1 000

Tableau de variation des capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital				Résultat de l'exercice part du Groupe
		Primes et réserves consolidées	Elimination des titres auto détenus	Autres instruments de capitaux propres	Total	
Capitaux propres au 31 Décembre 2022	72 572	970 371	-606	-9 069	960 696	121 373
Mouvements sur actions propres			-8 299		-8 299	
Opérations résultant de plans de paiement en actions		709		8 532	9 241	
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres						
Affectation résultat N-1		121 373			121 373	-121 373
Résultat 31/12/2023						102 396
Distribution des dividendes		-55 829			-55 829	
Mouvements sur le capital		14			14	
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi						
Autres mouvements		6 621			6 621	
Capitaux propres au 31 Décembre 2023	72 572	1 043 259	-8 905	-537	1 033 817	102 396
Mouvements sur actions propres			-5 686		-5 686	
Opérations résultant de plans de paiement en actions		-492		-31	-523	
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres						
Affectation résultat N-1		102 396			102 396	-102 396

Résultat 31/12/2024						104 701
Distribution des dividendes		-52 282			-52 282	
Mouvements sur le capital	621	9 379			9 379	
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi						
Autres mouvements		-1 601			-1 601	
Capitaux propres au 31 Décembre 2024	73 193	1 100 659	-14 591	-568	1 085 500	104 701

(en milliers d'euros)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Ecarts de conversion	Total des Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
Capitaux propres au 31 Décembre 2022	-42 550	20 483	6 120	-15 947	1 138 694	16 475	1 155 169
Mouvements sur actions propres					-8 299		-8 299
Opérations résultant de plans de paiement en actions					9 241		9 241
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	17 181			17 181	17 181		17 181
Affectation résultat N-1							
Résultat 31/12/2023					102 396	1 000	103 396
Distribution des dividendes					-55 829	-918	-56 747
Mouvements sur le capital					14		14
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi		-6 494		-6 494	-6 494		-6 494
Autres mouvements		2 870	4 449	7 319	13 940		13 940
Capitaux propres au 31 Décembre 2023	-25 369	16 859	10 569	2 059	1 210 844	16 557	1 227 401
Mouvements sur actions propres					-5 686		-5 686
Opérations résultant de plans de paiement en actions					-523		-523
Variations de valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	8 817			8 817	8 817		8 817
Affectation résultat N-1							
Résultat 31/12/2024					104 701	667	105 368
Distribution des dividendes					-52 282	-833	-53 115
Mouvements sur le capital					10 000		10 000
Ecarts actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi		-7 040		-7 040	-7 040		-7 040
Autres mouvements			-1 186	-1 186	-2 787	11 933	9 146
Capitaux propres au 31 Décembre 2024	-16 552	9 819	9 383	2 650	1 266 044	28 324	1 294 368

Au 31 Décembre 2024, le capital de ODDOBHF SCA entièrement libéré s'élève à 73 193 472 € et se compose de 2 140 160 actions d'une valeur nominale de 34,20 €.

Au 31 Décembre 2024, les 27 620 actions détenues par le Groupe pour un montant de 15 159 K€, représentent 1.29% du capital.

V. — Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Résultat avant impôts (hors activités abandonnées)	142 830	143 708
Résultat des activités destinées à être cédées avant impôts	-	-
Résultat avant impôts	142 830	143 708
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	34 185	43 894
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-
Dotations nettes aux provisions	40 943	44 161
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-4 726	-5 396
Résultat des activités destinées à être cédées	-	-
Autres mouvements	15 870	-797
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres ajustements hors résultat	86 272	81 862
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-1 311 415	-331 631
Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 503 775	-395 372
Flux liés aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	-98 519	-103 974
Flux liés aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	-52 676	151 406
Impôts versés	-36 464	-8 557
Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	4 701	-688 128
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	233 803	-462 558
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	14 388	-3 356
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-45 092	-47 210
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-30 704	-50 566
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-43 175	-56 769
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement(*)	-1 397	120 419
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	-44 572	63 650

Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée	-10 744	6 581
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	147 783	-442 893
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	497 480	940 373
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	193 883	241 416
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	303 597	698 957
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	645 263	497 480
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	210 753	193 883
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	434 510	303 597
Flux net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	147 783	-442 893

(*) En application de la norme IFRS 16, les flux de trésorerie liés aux Contrats de location ont été intégrés aux opérations de financement, sur la ligne « Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement ». Au 31/12/2024, ces flux s'élevaient à 19 202 K€.

VI. — Notes annexes aux comptes consolidés

Faits marquants de l'exercice

- **Création de la société ODDO BHF PALATIN IMMOBILIER :**
La société ODDO BHF PALATIN IMMOBILIER SNC a été créée le 13 septembre 2024. Son capital social de 50 000€, divisé en 50 000 actions, est détenu par ODDO BHF SCA pour 49 999 actions et ODDO Madeleine pour 1 action. ODDO BHF PALATIN IMMOBILIER a acquis un immeuble de bureaux basé à Puteaux au prix de 25M€.
- **TUP de la société La Banque Privée Saint Germain avec la société ODDO BHF SCA au 24 décembre 2024 :**
Le 24 décembre 2024, il a été procédé à la transmission universelle du patrimoine de la société La Banque Privée Saint Germain à la société ODDO BHF SCA. La société LBPSG détenait la société Quilvest Banque Privée Finance (QBP Finance). Cette société est à présent détenue directement par ODDO BHF SCA. S'agissant d'une entité intégralement détenue par le Groupe, cette opération est sans impact sur les comptes consolidés.

Note 1 - Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe ODDO BHF SCA (« le Groupe ») a établi ses comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date.

Le Groupe a fait le choix, offert par les dispositions transitoires de la norme IFRS 9, de continuer à comptabiliser ses opérations de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne incluant celles relatives à la comptabilité de macro-couverture de juste valeur (IAS 39 « carve out »).

1.1 Présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé a été établi en cohérence avec celui proposé par l'organisme français de normalisation comptable, l'Autorité des Normes Comptables (ANC), dans sa recommandation n° 2022-01 du 8 avril 2022.

Les informations présentées dans les notes annexes aux états financiers consolidés se concentrent sur celles qui revêtent un caractère pertinent et matériel au regard des états financiers du Groupe, de ses activités et des circonstances dans lesquelles celles-ci se sont réalisées au cours de la période.

Les comptes consolidés sont présentés en milliers d'euros.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

Afin d'élaboration du tableau des flux de trésorerie, la trésorerie et l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Résultat par action

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période, à l'exception des actions propres. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires est établi en tenant compte des droits aux dividendes des actionnaires commandités. Le bénéfice dilué par action reflète la dilution potentielle qui pourrait survenir si des actions ordinaires additionnelles sont présumées avoir été émises en vertu de plan d'options.

Connectivité entre les états financiers et l'état de durabilité

En application de l'ordonnance n°2023-1142 du 6 décembre 2023 relative à la transposition en droit français de la directive 2022/2464 de l'Union européenne du 14 décembre 2022 (Corporate Sustainable Reporting Directive) et du règlement délégué (UE) 2023/2772 du 31 juillet 2023 définissant les normes d'information en matière de durabilité (European Sustainability Reporting Standards), le Groupe a établi pour la première fois un état de durabilité relatif à l'exercice 2024. Des liens directs ou indirects avec les états financiers consolidés sont présentés dans l'état de durabilité lorsque des informations financières figurent dans ce dernier.

1.2 Nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2024

Les principes et méthodes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés annuels sont identiques à ceux utilisés par le Groupe pour l'élaboration des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et détaillés dans la Note 1 « Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés » des états financiers consolidés de l'exercice 2023, complétés par les normes comptables ou interprétations suivantes appliquées par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2024.

Normes IFRS, interprétations IFRIC ou amendements appliqués par le Groupe à compter du 1er janvier 2024 :

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Dates d'adoption par l'Union européenne
--	---------------------------------	---

Amendements à IFRS 16 « Contrats de locations – Obligation locative découlant d’une cession-bail » (applicables par anticipation en 2023)	22 septembre 2022	1 ^{er} janvier 2024
--	-------------------	------------------------------

• *Amendements à IFRS 16 « Contrats de locations – Obligation locative découlant d’une cession-bail »*

Ces amendements apportent des clarifications sur l'évaluation ultérieure des transactions de cession-bail lorsque la cession initiale du bien répond aux critères d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » pour être comptabilisée comme une vente. Ces amendements précisent en particulier comment évaluer ultérieurement la dette de location résultant de ces transactions de cession-bail, constituée de paiements de loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux. Ces amendements n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

1.3 Normes comptables ou interprétations que le groupe appliquera dans le futur

L'IASB a publié des normes et amendements qui n'ont pas tous été adoptés par l'Union européenne au 31 Décembre 2024. Ils entreront en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 au plus tôt ou de leur adoption par l'Union européenne. Ils ne sont donc pas appliqués par le Groupe au 31 Décembre 2024.

Normes comptables, interprétations ou amendements non encore adoptés par l'Union européenne au 31 Décembre 2024 :

Normes, Amendements ou Interprétations	Dates de publication par l'IASB	Date d'application : exercices ouverts à compter du
Amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »	15 août 2023	1 ^{er} janvier 2025
Amendements à IFRS 9 « Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers »	30 mai 2024	1 ^{er} janvier 2026
Amendements à IFRS 9 et à IFRS 7 « Contrats référençant de l'électricité provenant de sources dépendant de la nature »	18 décembre 2024	1 ^{er} janvier 2026
IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »	9 avril 2024	1 ^{er} janvier 2027

• *Amendements à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères »*

Ces amendements précisent les situations dans lesquelles une monnaie est considérée comme convertible, ainsi que les modalités d'évaluation du cours de change d'une monnaie non convertible. Ils complètent également les informations à communiquer en annexes des états financiers lorsqu'une devise n'est pas convertible.

• *Amendements à IFRS 9 « Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers »*

Ces amendements apportent des clarifications sur le classement des actifs financiers et notamment sur la manière d'apprécier la cohérence des flux contractuels d'un actif financier avec un contrat de prêt basique. Ils clarifient ainsi la classification des actifs financiers ayant des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG) ou similaires.

Des précisions sont également apportées pour le classement des instruments liés par contrat et des actifs financiers garantis uniquement par des sûretés réelles.

Par ailleurs, ces amendements viennent préciser les modalités de décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen de systèmes de paiement électronique.

De nouvelles informations sont également requises concernant les instruments de capitaux propres désignés dès l'origine pour être évalués à la juste valeur par capitaux propres, ainsi que les actifs et passifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, tels les instruments avec des facteurs ESG.

• *Amendements à IFRS 9 et à IFRS 7 « Contrats référençant de l'électricité provenant de sources dépendant de la nature »*

L'IASB a publié des amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7 relatifs aux contrats référençant de l'électricité provenant de sources dépendant de la nature et dont la quantité produite se trouve soumise à un aléa de variabilité.

Les contrats concernés peuvent être dénoués :

- par livraison physique de l'électricité achetée ou vendue : power purchase agreement (PPA) ;
- par un règlement net en trésorerie pour la différence entre le prix fixé par le contrat et le prix du marché : virtual power purchase agreements (VPPA).

Ces amendements clarifient les conditions d'application de l'exemption « own use » permettant d'exclure du champ de la norme IFRS 9 les contrats PPA détenus par le Groupe.

Ces amendements ne devraient pas avoir d'effet matériel sur les états financiers du Groupe.

• *IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers »*

Cette norme remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ».

Elle ne modifiera pas les règles de reconnaissance des actifs, passifs, charges et produits, ni leur évaluation ; elle ne concerne que leur présentation dans les états financiers de synthèse et dans les notes annexes.

Les principales modifications apportées par cette nouvelle norme concernent le compte de résultat. Ce dernier devra être structuré par des sous-totaux obligatoires et articulé en trois catégories de produits et de charges : les produits et les charges d'exploitation, les produits et les charges d'investissement et les produits et les charges de financement.

Pour les entités dont l'investissement dans des actifs ou l'octroi de financement à ses clients constitue une de ses activités principales, telles les entités des secteurs de la banque et de l'assurance, la norme prévoit une présentation adaptée des charges et produits relatifs à ces activités au sein des produits et charges d'exploitation.

La norme IFRS 18 impose par ailleurs la présentation dans les notes annexes aux états financiers des mesures de performance alternatives définies par la Direction de l'entité et utilisées dans la communication financière (justification de l'usage de ces mesures, mode de calcul, rapprochement avec les sous-totaux imposés par la norme).

La norme fournit enfin des orientations pour l'agrégation et la désagrégation des informations quantitatives dans les états financiers de synthèse et dans les notes annexes.

La norme IFRS 18 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027 avec un retraitement rétrospectif des comptes comparatifs.

L'analyse des effets de cette norme sur les états financiers du Groupe est en cours.

1.4 Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans ces comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions. Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

1.5. Principes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les comptes de ODDO BHF SCA et des principales sociétés françaises et étrangères composant le Groupe ODDO BHF SCA. Les comptes des filiales étrangères ayant été établis d'après les règles comptables des pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes comptables du Groupe ODDO BHF SCA.

1.5.1 Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont les entités contrôlées de manière exclusive par le Groupe. Ces filiales, qui peuvent être des entités structurées, sont consolidées par intégration globale. Le Groupe contrôle une entité lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- le Groupe détient le pouvoir sur l'entité (capacité de diriger ses activités pertinentes, à savoir celles qui ont une incidence importante sur les rendements de l'entité), via la détention de droits de vote ou d'autres droits ; et
- le Groupe est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité ; et
- le Groupe a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il en obtient.

Existence du pouvoir

Le périmètre des droits de vote pris en considération pour apprécier la nature du contrôle exercé par le Groupe sur une entité et les méthodes de consolidation applicables intègre l'existence et l'effet de droits de vote potentiels dès lors que ces derniers sont exerçables à la date d'appréciation du contrôle ou au plus tard lorsque les décisions concernant la direction des activités pertinentes doivent être prises. Ces droits de vote potentiels peuvent provenir, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché ou du droit à convertir des obligations en actions ordinaires nouvelles.

Lorsque les droits de vote ne sont pas pertinents pour déterminer l'existence ou l'absence de contrôle d'une entité par le Groupe, l'évaluation de ce contrôle doit tenir compte de tous les faits et circonstances y compris l'existence d'un ou plusieurs accords contractuels.

Le pouvoir peut s'exercer au travers de droits substantiels, à savoir la capacité pratique de diriger les activités pertinentes de l'entité sans obstacles ni contraintes. Certains droits ont pour but de protéger les intérêts de la partie qui les détient (droits protectifs), sans toutefois donner le pouvoir sur l'entité à laquelle les droits se rattachent.

Si plusieurs investisseurs ont chacun des droits effectifs leur conférant la capacité de diriger unilatéralement des activités pertinentes différentes, celui qui a la capacité effective de diriger les activités qui affectent le plus les rendements de l'entité, détient le pouvoir.

Exposition aux rendements variables

Le contrôle ne peut exister que si le Groupe est exposé significativement à la variabilité des rendements variables générés par son investissement ou son implication dans l'entité. Les rendements variables rassemblent toutes sortes d'expositions (dividendes, intérêts, commissions...) ; ils peuvent être uniquement positifs, uniquement négatifs, ou tantôt positifs et tantôt négatifs.

Lien entre pouvoir et rendements variables

Le pouvoir sur les activités pertinentes ne confère pas le contrôle au Groupe si ce pouvoir ne permet pas d'influencer sur les rendements variables auxquels le Groupe est exposé en raison de ses liens avec l'entité. Si le Groupe dispose de pouvoirs de décision qui lui ont été délégués par des tiers externes et qu'il exerce ces pouvoirs au bénéfice principal de ces derniers, il est présumé agir en tant qu'agent des délégataires et, en conséquence, il ne contrôle pas l'entité bien qu'il soit décisionnaire. Dans le cadre des activités de gestion d'actifs, une analyse est menée pour déterminer si le gérant agit en tant qu'agent ou en tant que principal dans la gestion des actifs du fonds, ce dernier étant présumé contrôlé par le gérant si celui-ci est qualifié de principal.

Partenariats

Dans le cadre d'un partenariat (activité conjointe ou co-entreprise), le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'entité considérée si les décisions concernant les activités pertinentes de cette dernière requièrent le consentement unanime des différentes parties partageant ce contrôle. La détermination du contrôle conjoint repose sur une analyse des droits et obligations des partenaires à l'accord.

Dans le cas d'une activité conjointe ou d'une structure juridique commune (joint operation), les différentes parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs. Le Groupe doit alors comptabiliser de manière distincte sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs ainsi que sa quote-part dans les charges et produits afférents.

Dans le cas d'une co-entreprise (joint venture), les différentes parties ont des droits sur l'actif net de celle-ci. Ces co-entreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Ces entreprises associées sont mises en équivalence dans les états financiers consolidés du Groupe. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entité sans toutefois en exercer un contrôle exclusif ou un contrôle conjoint. L'influence notable peut notamment résulter d'une représentation dans les organes de direction ou de surveillance, de la participation aux décisions stratégiques, de l'existence d'opérations inter-entreprises importantes, de l'échange de personnel de direction, de liens de dépendance technique. L'influence notable sur les politiques financière et opérationnelle d'une entité est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de cette entité.

La mise en équivalence est une méthode comptable qui consiste à comptabiliser initialement la participation au coût et à l'ajuster par la suite pour prendre en compte les changements de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entité émettrice qui surviennent postérieurement à l'acquisition. Le résultat net de l'investisseur comprend sa quote-part du résultat net de l'entité émettrice, et les autres éléments du résultat global de l'investisseur comprennent sa quote-part des autres éléments du résultat global de l'entité émettrice.

1.5.2 Cas particuliers des entités structurées

Une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ne constituent pas le facteur déterminant pour identifier qui exerce le contrôle sur cette entité. C'est le cas, par exemple, lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes de l'entité sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines caractéristiques telles qu'une activité circonscrite, un objet précis et bien défini, des capitaux propres insuffisants pour lui permettre de financer ses activités sans devoir recourir à un soutien financier subordonné.

Les entités structurées peuvent revêtir différentes formes juridiques : sociétés de capitaux, sociétés de personnes, véhicules de titrisation, organismes collectifs de placement, entités sans personnes morales.

L'analyse du contrôle d'une entité structurée doit alors tenir compte de tous les faits et circonstances et prendre notamment en considération :

- Les activités et l'objectif de l'entité,
- La structuration de l'entité,
- Les risques portés par l'entité et l'exposition du Groupe à tout ou partie de ces risques,
- Les avantages potentiels procurés au Groupe par l'entité.

Les entités structurées non consolidées sont celles qui ne sont pas contrôlées de manière exclusive par le Groupe.

Dans le cadre de la consolidation des entités structurées et contrôlées par le Groupe, les parts des entités structurées qui ne sont pas détenues par le Groupe sont enregistrées au bilan en Dettes.

1.5.3 Règles de consolidation

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes individuels des entités composant le Groupe. Les filiales arrêtant leurs comptes en cours d'année avec un décalage de plus de trois mois établissent une situation intermédiaire au 31 décembre, leurs résultats étant déterminés sur une base de douze mois. Tous les soldes, profits et transactions significatifs entre les sociétés du Groupe font l'objet d'une élimination.

Les résultats des filiales acquises sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de leur date d'acquisition effective tandis que les résultats des filiales qui ont été vendues au cours de l'exercice sont inclus jusqu'à la date à laquelle le contrôle a cessé d'exister.

1.5.4 Conversion des comptes des entités étrangères

Lorsqu'il est exprimé en devises, le bilan des sociétés consolidées est converti sur la base des cours de change officiels à la date de clôture. Les postes du compte de résultat sont convertis sur la base du cours de change moyen de la période. La différence de conversion sur le capital, les réserves, le report à nouveau et le résultat qui résulte de l'évolution des cours de change est portée en capitaux propres en *Gains ou pertes latents ou différés – Ecart de conversion*. Le résultat des opérations de couverture des investissements nets en devises dans des entités étrangères et de leurs résultats en devises viennent également en variation des réserves consolidées dans cette même rubrique.

1.5.5 Traitement des acquisitions et des écarts d'acquisition

Le Groupe utilise la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition est évalué comme le total des justes valeurs, à la date d'acquisition, des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis, en échange du contrôle de l'entreprise acquise auxquels s'ajoutent tous les coûts directement attribuables à ce regroupement d'entreprises.

En date d'acquisition, les actifs, passifs, éléments de hors-bilan et passifs éventuels identifiables conformément à la norme IFRS 3 « regroupements d'entreprises » des entités acquises sont évalués individuellement à leur juste valeur quelle que soit leur destination. Les analyses et expertises nécessaires à l'évaluation initiale de ces éléments, ainsi que leur correction éventuelle en cas d'informations nouvelles, peuvent intervenir dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

L'écart positif entre le coût d'acquisition de l'entité et la quote-part acquise de l'actif net ainsi réévalué est inscrit à l'actif du bilan consolidé dans la rubrique *Ecart d'acquisition*; en cas d'écart négatif, celui-ci est immédiatement enregistré en résultat.

Dans le cas d'une augmentation du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une entité déjà contrôlée, l'acquisition complémentaire de titres donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire déterminé en comparant le prix d'acquisition des titres et la quote-part d'actif net acquise.

Les écarts d'acquisition sont maintenus au bilan à leur coût historique libellé dans la devise de référence de la filiale acquise et converti sur la base du cours de change officiel à la date de clôture.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. A la date d'acquisition, chaque écart est affecté à une ou plusieurs unités génératrices de trésorerie devant retirer des avantages de l'acquisition. Les dépréciations éventuelles de ces écarts sont déterminées par référence à la valeur recouvrable de la ou des unité(s) génératrice(s) de trésorerie à laquelle (auxquelles) ils sont rattachés. Les unités génératrices de trésorerie constituent le niveau le plus fin utilisé par la Direction afin de déterminer le retour sur investissement d'une activité. Le Groupe a retenu une segmentation en 4 principales unités génératrices de trésorerie, homogène avec le pilotage du Groupe en grands métiers. La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est calculée selon la méthode la plus appropriée notamment la méthode des flux de trésorerie actualisés et appliquée globalement à l'échelle de l'unité génératrice de trésorerie, et non au niveau de chaque entité juridique.

Lorsque la valeur recouvrable de l'(des) unité(s) génératrice(s) de trésorerie est inférieure à sa (leur) valeur comptable, une dépréciation irréversible est enregistrée dans le résultat consolidé de la période sur la ligne *Pertes de valeur sur les écarts d'acquisition*.

1.5.6 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes *Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées* et *Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées*.

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

1.6 Principes comptables et méthode d'évaluation

1.6.1 Opérations en devises

En date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en Euros (monnaie fonctionnelle du Groupe) au cours comptant de la devise. Les écarts de change latents ou réalisés sont enregistrés en résultat.

Les opérations de change à terme sont évaluées en juste valeur en utilisant le cours de change à terme restant à courir de la devise concernée. Les positions de change au comptant sont évaluées selon les cours de change officiels au comptant de fin de période. Les différences de réévaluation ainsi dégagées sont enregistrées dans le compte de résultat.

1.6.2 Classement et évaluation des actifs et passifs financiers

La norme IFRS 9 prévoit le classement des actifs financiers en trois catégories (Coût amorti, Juste valeur par résultat et Juste valeur par capitaux propres) en fonction des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou « *business model* »).

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou en valeur de marché par résultat lors de la comptabilisation initiale.

1.6.2.A Actifs financiers au coût amorti

La norme IFRS 9 regroupe sous la dénomination « Actifs financiers au coût amorti » les notes suivantes :

- Titres de dettes au coût amorti
- Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti
- Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

La catégorie « Actifs financiers au coût amorti » inclut notamment les crédits consentis par le Groupe, ainsi que les prises en pension et les titres du portefeuille de Trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels et respectent le critère des flux de trésorerie.

Critère du modèle de gestion

Les actifs financiers sont gérés en vue de collecter des flux de trésorerie par la perception des paiements contractuels sur la durée de vie de l'instrument.

La réalisation de cessions proches de l'échéance de l'instrument et pour un montant proche des flux de trésorerie contractuels restant dus ou en raison d'une hausse du risque de crédit de la contrepartie est compatible avec un modèle de gestion « collecte ». Les ventes imposées par des contraintes réglementaires ou pour gérer la concentration du risque de crédit (sans augmentation du risque de crédit) sont elles aussi compatibles avec ce modèle de gestion dès lors qu'elles sont peu fréquentes ou peu significatives en valeur.

Critère des flux de trésorerie

Le critère des flux de trésorerie est satisfait si les modalités contractuelles de l'instrument de dette donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le critère n'est pas satisfait en cas de modalité contractuelle qui expose le porteur à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels incohérents avec ceux d'un prêt non structuré ou « basique ». Il n'est également pas satisfait en cas d'effet de levier qui augmente la variabilité des flux de trésorerie contractuels. Les intérêts représentent la rémunération de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit, ainsi qu'éventuellement la rémunération d'autres risques (risque de liquidité par exemple), des coûts (frais d'administration par exemple), et d'une marge bénéficiaire cohérente avec celle d'un prêt basique. L'existence d'intérêts négatifs ne remet pas en cause le critère des flux de trésorerie.

La valeur temps de l'argent est la composante de l'intérêt - généralement appelée composante « taux » - qui fournit une contrepartie pour le passage du temps uniquement. La relation entre le taux d'intérêt et le passage du temps ne doit pas être altérée par des caractéristiques spécifiques de nature à remettre en cause le respect du critère des flux de trésorerie.

Comptabilisation

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits.

Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti, intérêts courus non échus compris et déduction faite des remboursements en capital et intérêts intervenus au cours de la période écoulée. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit (voir 1.6.2.d DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI ET DES INSTRUMENTS DE DETTE A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES). Les intérêts sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique de « Prêts et Créances » appropriée.

1.6.2.B Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres

Instruments de dette

Les instruments de dette sont classés en valeur de marché par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis :

- Critère du modèle de gestion : les actifs financiers sont détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »). Cette dernière n'est pas accessoire mais fait partie intégrante du modèle de gestion.

- Critère des flux de trésorerie : les principes sont identiques à ceux applicables aux actifs financiers au coût amorti. Sont notamment classés dans cette catégorie les titres du portefeuille de trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels ou d'être vendus et respectent les critères des flux de trésorerie. Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la valeur de marché et les variations de valeur de marché sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres intitulée « Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres pouvant être reclassés en résultat ». De même, les pertes attendues, calculées selon les mêmes modalités que celles applicables aux instruments de dette au coût amorti et comptabilisées en coût du risque, ont pour contrepartie cette rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession, les montants précédemment comptabilisés en capitaux propres recyclables sont reclassés en compte de résultat. Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Instruments de capitaux propres

Les investissements dans des instruments de capitaux propres de type actions sont classés sur option, transaction par transaction, en instruments à la valeur de marché par capitaux propres (sous une rubrique spécifique). Lors de la cession des actions, les variations de valeur précédemment comptabilisées en capitaux propres ne sont pas constatées en résultat. Seuls les dividendes, dès lors qu'ils représentent une rémunération de l'investissement et non pas un remboursement de capital, sont comptabilisés en résultat. Ces instruments ne font pas l'objet de dépréciation.

Les parts de fonds remboursables au gré du porteur ne répondent pas à la définition d'instruments de capitaux propres. Elles ne respectent pas non plus les critères de flux de trésorerie et sont donc comptabilisées en valeur de marché par résultat.

1.6.2.C Engagements de financement et de garantie

Les engagements de financement et de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés en tant qu'instruments dérivés en valeur de marché par résultat sont présentés dans la note relative aux engagements donnés et reçus. Ils font l'objet d'une dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit. Ces dépréciations sont présentées sous la rubrique « Provisions pour risques et charges ».

1.6.2.D Dépréciation des actifs financiers au coût amorti et des instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues.

Ce modèle s'applique aux crédits et aux instruments de dette classés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, aux créances commerciales et aux actifs de contrat.

Modèle général

Le Groupe identifie trois « strates » correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« strate 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« strate 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« strate 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle général est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des instruments pour lesquels un modèle simplifié est utilisé (voir ci-après).

L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 est symétrique, c'est-à-dire que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêt, et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêt en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut bâlois, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés. La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

Actifs financiers dépréciés

Définition

Un actif financier est déprécié et classé en « strate 3 » lorsqu'un ou plusieurs événements ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs de cet actif financier ont eu lieu.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés depuis 90 jours au moins ; la connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ; les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur (voir section « Restructuration des actifs financiers »).

Modèle simplifié

Le modèle simplifié consiste à comptabiliser une provision pour dépréciation sur la base d'une perte de crédit attendue à maturité dès l'origine puis à chaque date d'arrêt.

Le Groupe applique ce modèle aux créances commerciales de maturité inférieure à 12 mois.

Compte tenu du modèle utilisé, les créances commerciales sont classées dans les expositions de strate 2.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des probabilités de défaut ou des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation lorsque les paiements contractuels générés par cet actif sont en retard depuis plus de 30 jours.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (Loss Given Default - « LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default - « EAD ») actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Elles résultent du risque de défaut dans les 12 mois à venir (strate 1) ou du risque de défaut sur la durée de vie de la facilité (strate 2).

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont évaluées au sein d'un comité réunissant les départements de la gestion du risque de crédit et de la direction des risques.

Maturité

Tous les termes contractuels de l'instrument financier (y compris les remboursements anticipés, les prorogations et options similaires) sur la durée de vie sont pris en compte. Dans les rares cas où la durée de vie attendue de l'instrument financier ne peut pas être estimée de façon fiable, la durée contractuelle résiduelle doit être utilisée. La norme précise que la période maximale à considérer pour le calcul des pertes de crédit attendues est la période contractuelle maximale.

Probabilités de défaut (PD)

La Probabilité de Défaut est une estimation de la probabilité de survenance d'un défaut sur un horizon de temps donné.

La mesure des pertes de crédit attendues requiert l'estimation à la fois des probabilités de défaut à 1 an et des probabilités de défaut à maturité.

Pertes en cas de défaut (LGD)

La perte en cas de défaut est la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie attendus, actualisés au taux d'intérêt effectif (ou une approximation de celui-ci) en date de défaut. La LGD est exprimée en pourcentage de l'EAD.

Exposition en cas de Défaut (EAD)

L'exposition en cas de défaut d'un instrument est le montant résiduel anticipé dû par le débiteur au moment du défaut. Ce montant est défini en fonction du profil de remboursement attendu, et prend en compte, selon les types d'exposition, les amortissements contractuels, les remboursements anticipés attendus et les tirages attendus sur les lignes de crédit.

Prise en compte des informations de nature prospective

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Passages en pertes

Un passage en pertes consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a plus d'espoir raisonnable de recouvrement de tout ou partie dudit actif financier ou lorsqu'il a fait l'objet d'un abandon total ou partiel. Le passage en perte intervient lorsque toutes les voies de recours offertes à la Banque ont été épuisées, et dépend généralement du contexte propre à chaque juridiction.

Si le montant de la perte lors du passage en perte est supérieur à la provision pour dépréciation cumulée, la différence est enregistrée comme une perte de valeur supplémentaire en « Coût du risque ». Pour toute récupération après la sortie de l'actif financier (ou d'une partie de cet actif) du bilan, le montant reçu est enregistré comme un profit en « Coût du risque ».

Recouvrements via la mise en jeu du collatéral

Lorsqu'un prêt est sécurisé par un actif financier ou non financier reçu en garantie et que la contrepartie est en défaut, le Groupe peut décider d'exercer la garantie et, selon la juridiction, il peut alors devenir propriétaire de l'actif. Dans une telle situation, le prêt est décomptabilisé en contrepartie de l'actif reçu en garantie.

Une fois la propriété de l'actif effective, celui-ci est comptabilisé à sa valeur de marché et classé au bilan selon l'intention de gestion.

1.6.2.E Instruments financiers à la juste valeur par résultat

Portefeuille de transaction et autres actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le portefeuille de transaction comprend les instruments détenus à des fins de transaction, y compris les instruments dérivés.

Les autres actifs financiers en valeur de marché par résultat concernent les instruments de dette non détenus à des fins de transaction qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie. Entrent également dans cette catégorie les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en valeur de marché par capitaux propres n'a pas été retenue.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la valeur de marché sont présentées sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat » du compte de résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées du portefeuille de transaction.

1.6.2.F Passifs financiers et instruments de capitaux propres

Un instrument financier émis ou ses différentes composantes sont classés en tant que passif financier ou instrument de capitaux propres, conformément à la substance économique du contrat juridique.

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dette s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer de la trésorerie ou un actif financier au détenteur des titres.

Dettes envers les établissements de crédit et Dettes envers la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit ; compte d'épargne à régime spécial et autres dépôts pour la clientèle. Ces dettes intègrent les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Les intérêts courus sur ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

Les dettes représentées par un titre sont ventilées par support : bon de caisse, titres de marché interbancaire et titres de créances négociables, emprunts obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés classés parmi les dettes subordonnées.

Les intérêts courus à verser attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties selon la méthode du taux d'intérêt effectif de manière linéaire ou financière sur la durée de vie des emprunts.

concernés. La charge correspondante est inscrite en charges d'intérêts au compte de résultat.

1.6.2.G Actions propres

Les actions ODDO BHF SCA détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

1.6.2.H Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe a fait le choix, offert par les dispositions transitoires de la norme, de continuer à comptabiliser ses opérations de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée dans l'Union européenne.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan parmi les actifs ou passifs financiers. A l'exception des instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie (voir ci-après), les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés incorporés à des instruments financiers passifs composés sont extraits de la valeur de l'instrument qui les recèlent et comptabilisés séparément en tant qu'instrument dérivé lorsque l'instrument composé n'est pas comptabilisé dans le poste *Actifs et passifs à la juste valeur par résultat* et lorsque les caractéristiques économiques et les risques de l'instrument dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte.

Les instruments financiers dérivés sont classés en deux catégories :

Instruments financiers dérivés de transaction

Les instruments financiers dérivés sont considérés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés comptablement de couverture. Ils sont inscrits au bilan dans la rubrique « *actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* ». Les variations de juste valeur sont portées au compte de résultat dans la rubrique *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat*.

Instruments financiers dérivés de couverture

Pour qualifier un instrument financier dérivé de couverture, le Groupe documente la relation de couverture dès sa mise en place. Cette documentation précise l'actif, le passif, ou la transaction future couverte, le risque faisant l'objet de la couverture, le type d'instrument financier dérivé utilisé et la méthode d'évaluation qui sera appliquée pour mesurer l'efficacité de la couverture. La couverture doit être hautement efficace afin de compenser la variation de juste valeur ou des flux de trésorerie découlant du risque couvert ; cette efficacité doit être appréciée à la mise en place de la couverture puis tout au long de sa durée de vie, prospectivement et rétrospectivement. Les instruments financiers dérivés de couverture sont portés au bilan dans la rubrique *Instruments dérivés de couverture*.

En fonction de la nature du risque couvert, le Groupe désigne l'instrument financier dérivé comme un instrument de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie, ou de risque de change lié à un investissement net à l'étranger.

Couverture de juste valeur

Dans le cas d'opérations de couverture de juste valeur, la valeur comptable de l'élément couvert est réévaluée au titre du risque couvert, lesquels sont constatés dans la rubrique *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* du compte de résultat. La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat dans la rubrique *Produits et charges d'intérêts – Dérivés de couverture* symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

S'il s'avère que l'instrument financier dérivé ne respecte plus les critères d'efficacité imposés dans le cadre d'une relation de couverture ou si, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. La valeur au bilan de l'élément d'actif ou de passif ayant fait l'objet de la couverture n'est postérieurement plus ajusté pour refléter les variations de juste valeur, et les ajustements cumulés au titre du traitement de couverture sont amortis sur la durée de vie restant à courir de l'élément antérieurement couvert.

Couverture de flux de trésorerie

Dans le cas d'opérations de couverture de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de juste valeur de l'instrument financier dérivé est inscrite dans une ligne spécifique des capitaux propres, tandis que la partie inefficace est constatée au poste *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* du compte de résultat.

Les montants inscrits au sein des capitaux propres relatifs aux couvertures de flux de trésorerie sont repris dans le poste *Produits et charges d'intérêts* du compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts. La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est inscrite au compte de résultat dans la rubrique *Produits et charges d'intérêts – Dérivés de couverture* symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

Lorsque l'instrument financier dérivé ne respecte plus les critères d'efficacité imposés dans le cadre d'une relation de couverture ou si l'élément couvert ou l'instrument de couverture ne figurent plus au bilan, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur une base prospective. Les montants inscrits précédemment dans les capitaux propres sont reclassés au poste *Produits et charges d'intérêts* du compte de résultat au cours des périodes où la marge d'intérêt subit l'incidence de la variabilité des flux de trésorerie découlant de l'élément couvert. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance prévue ou si la transaction future couverte n'est plus hautement probable, les gains et les pertes latents inscrits dans les capitaux propres sont immédiatement comptabilisés dans le compte de résultat.

Couverture d'un investissement net libellé en devises dans des filiales

Comme dans le cadre d'une couverture de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de juste valeur relatives aux instruments financiers dérivés qualifiés comptablement de couverture d'investissement net sont inscrites dans les capitaux propres en *Gains ou pertes latents ou différés* tandis que la partie inefficace est portée au compte de résultat.

1.6.2.I Détermination de la juste valeur

À des fins d'information en annexe des comptes consolidés, la juste valeur des instruments financiers est présentée selon une hiérarchie des justes valeurs qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des justes valeurs se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : instruments valorisés par des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Sont repris dans cette catégorie les instruments suivants :

- Les obligations seniors ou subordonnées émises par des entreprises, des banques ou des états membres de l'Union Européenne. Ces titres bénéficient de cotations externes directes (cotations brokers) ou sont issus d'un portefeuille de facilitation dont le niveau de turnover est très élevé (de 1 à 2 semaines)

- Les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative est disponible quotidiennement
- Les actions cotées sur un marché actif et présentant des volumes de transaction quotidiens significatifs

Niveau 2 : instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix cotés visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) soit indirectement (à savoir des données dérivées de prix).

Les instruments financiers cotés sur des marchés considérés comme insuffisamment actifs, ainsi que ceux négociés sur des marchés de gré à gré sont présentés dans ce niveau. Les prix publiés par une source externe, dérivés de l'évaluation d'instruments similaires, sont considérés comme des données dérivées de prix.

Cette catégorie comprend :

- Les prêts, créances et dettes au coût amorti réalisés avec des établissements de crédit.
- Les instruments dérivés de gré à gré (Swaps de taux)

Niveau 3 : instruments pour lesquels les données utilisées pour la valorisation ne sont pas basées sur des données observables de marché (données dites non observables).

Nous retrouvons dans cette catégorie les prêts, créances et dettes au coût amorti réalisés avec des clients, et les titres de participation.

1.6.2.J Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie d'un actif financier mais n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de l'actif financier et n'a pas conservé le contrôle de l'actif financier, le Groupe décomptabilise l'actif financier et enregistre alors distinctement, si nécessaire, un actif ou un passif représentant les droits et obligations créés ou conservés à l'occasion du transfert de l'actif. Si le Groupe a conservé le contrôle de l'actif financier, il maintient ce dernier à son bilan dans la mesure de l'implication continue du Groupe dans cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue, corrigée le cas échéant de tout profit ou perte latent qui aurait été antérieurement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

1.6.3 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations d'exploitation et de placement sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition.

Les logiciels créés en interne sont inscrits à l'actif du bilan pour leur coût direct de développement, qui regroupe les dépenses externes de matériels et de services et les frais liés au personnel directement affectables à la production et à la préparation de l'actif en vue de son utilisation.

Dès qu'elles sont en état d'être utilisées, les immobilisations sont amorties sur leur durée d'utilité. Le cas échéant, la valeur résiduelle du bien est déduite de sa base amortissable.

Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques selon un rythme différent de celui de l'immobilisation prise dans son ensemble, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité. Les dotations aux amortissements sont portées au compte de résultat dans la rubrique *Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles*.

Les durées d'amortissement retenues ont été déterminées en fonction des durées d'utilité des biens considérés, qui ont généralement été estimées dans les fourchettes suivantes :

Logiciels	3 à 7 ans
Matériel informatique et de bureautique	1 à 5 ans
Mobilier	5 à 10 ans
Travaux immobiliers et agencements	3 à 10 ans
Matériel et outillage	3 à 10 ans

Les immobilisations font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et au moins un fois par an pour ce qui concerne les immobilisations incorporelles. L'existence d'indices de perte de valeur est appréciée à chaque date d'arrêté. Les tests de dépréciation sont réalisés en regroupant les immobilisations par unités génératrices de trésorerie. En cas de perte de valeur, une dépréciation est enregistrée en résultat sur la ligne *Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles*, elle peut être reprise lorsque les conditions qui ont conduit à sa constatation sont modifiées. Cette dépréciation vient réduire la base amortissable et modifie ainsi de manière prospective le plan d'amortissement de l'actif déprécié.

Les plus ou moins-values de cession d'immobilisations d'exploitation sont enregistrées en *Gains ou pertes nets sur autres actifs*.

Les droits d'utilisation des biens pris en location (IFRS 16) sont présentés en Immobilisations Corporelles. Le traitement des contrats de location et les impacts induits sur le bilan et le compte de résultat sont expliqués au point 1.7.

1.6.4 Provisions

Les provisions, autres que celles afférentes à des risques de crédit ou à des avantages du personnel représentent des passifs dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise. Leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le montant de la sortie de ressources attendue est alors actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que l'effet de cette actualisation présente un caractère significatif. Les dotations et reprises sur ces provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures ainsi couvertes.

1.6.5 Compte de résultat

1.6.5.A Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, le Groupe estime les flux de trésorerie en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier sans tenir compte des pertes sur crédit futures. Ce calcul inclut les commissions payées ou reçues entre les parties au contrat dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction ainsi que toutes les primes et décotes.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêt ultérieurs sont comptabilisés en résultat en *Intérêts et produits assimilés* sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur. Hormis celles relatives aux avantages du personnel, les provisions inscrites au passif du bilan génèrent comptablement des charges d'intérêt calculées sur la base du taux d'intérêt utilisé afin d'actualiser le montant de la sortie de ressources attendues.

1.6.5.B Produits nets de commissions sur prestations de services

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Ces produits de commissions entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients ». Cette norme définit un modèle unique de reconnaissance des revenus s'appuyant sur des principes déclinés en cinq étapes. Ces cinq étapes permettent notamment d'identifier les obligations de prestations distinctes comprises dans les contrats et de leur allouer le prix de la transaction. Les produits relatifs à ces différentes obligations de prestation sont reconnus lorsque celles-ci sont satisfaites, c'est-à-dire lorsque le transfert du contrôle du bien ou du service a été réalisé. Le prix d'une prestation peut contenir une composante variable. Les montants variables ne peuvent être enregistrés en résultat que s'il est hautement probable que les montants enregistrés ne donneront pas lieu à un ajustement significatif à la baisse.

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions :

- Soit progressivement au fur et à mesure que le service est rendu lorsque le client bénéficie d'un service continu. Tel est le cas de certaines commissions sur moyens de paiement, les droits de garde sur titres en dépôts, ou les commissions sur abonnements télématiques.
- Soit lorsque le service est rendu dans le cas de commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions sur mouvements de fonds, les commissions d'apport reçues, les commissions d'arbitrage, ou les pénalités sur incidents de paiements.

Les sociétés de gestion du Groupe perçoivent, selon les dispositions contractuelles de certaines catégories d'Organismes de Placements collectifs (ci-après « OPC »), des commissions de surperformance.

Ces commissions variables rémunèrent la société de gestion dès lors que l'OPC a dépassé les objectifs fixés dans le prospectus. Ces objectifs sont généralement définis par rapport à l'évolution d'un indice de référence sélectionné en fonction de l'orientation de gestion de l'OPC.

Les commissions de surperformance sont comptabilisées en résultat à l'échéance de la période de calcul telle que définie dans le prospectus des OPC. Elle est généralement de 12 mois mais peut aller au-delà lors de la création d'un nouvel OPC ou d'une nouvelle catégorie de part d'un OPC existant.

1.6.5.C Frais de personnel

La rubrique *Frais de personnel* comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice, ainsi que les charges de retraites des différents régimes de retraite du Groupe et les charges liées à l'application par le Groupe de la norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés ».

1.6.5.D Avantages du personnel

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement et la participation ;
- les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés et les primes liées à l'ancienneté ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi

Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes de retraite peuvent être des régimes à cotisations définies ou à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, mais ne comportent aucun engagement du Groupe sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe s'engage formellement ou par obligation implicite sur un montant ou un niveau de prestations et supporte donc le risque à moyen ou long terme.

Une provision est enregistrée au passif du bilan en *Provisions pour risques et charges* pour couvrir l'intégralité de ces engagements de retraite. Elle est évaluée régulièrement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

Ces écarts actuariels, ainsi que le rendement des actifs du régime, duquel est déduit le montant déjà comptabilisé en charges au titre des intérêts nets sur le passif (ou l'actif) net, et la variation de l'effet du plafonnement de l'actif sont des éléments de réestimation (ou de réévaluation) du passif net (ou de l'actif net). Ces éléments sont enregistrés immédiatement et en totalité parmi les Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Ces éléments ne peuvent être reclassés ultérieurement en résultat.

Dans les états financiers consolidés du Groupe, ces éléments, qui ne peuvent être reclassés ultérieurement en résultat, sont présentés sur une ligne distincte de l'Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

La charge annuelle comptabilisée en *Frais de personnel* au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus)
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation,
- la constatation des écarts actuariels et des coûts des services passés,
- l'effet des réductions et liquidations de régimes.

Avantages à long terme

Ce sont les avantages versés aux salariés dans un délai supérieur à douze mois après la clôture de l'exercice pendant lequel ces derniers ont rendu les services correspondants. La méthode d'évaluation est identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi, au traitement près des écarts actuariels qui sont comptabilisés immédiatement en résultat.

Paiement à base d'actions ODDOBHF SCA

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par le Groupe dénoués par la remise d'actions et englobent :

- les options d'achat d'actions
- les attributions gratuites d'actions
- les droits d'acquérir directement des actions

Les paiements sur base d'actions donnent lieu à l'enregistrement systématique d'une charge de personnel inscrite dans la rubrique *Frais de personnel (rémunérations variables)* selon les modalités décrites ci-après.

Plan d'options

Le Groupe attribue à certains de ses salariés des options d'achat d'actions. Ces options sont couvertes par des actions propres détenues par le Groupe, qui sont portées en déduction des capitaux propres consolidés

Les options sont évaluées à leur juste valeur à la date de notification aux salariés sans attendre que les conditions nécessaires à leur attribution définitive soient remplies, ni que les bénéficiaires exercent leurs options.

Plan d'actions gratuites

Ces rémunérations sont comptabilisées dans les charges des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants, par contrepartie d'un compte de capitaux propres.

Lorsque le paiement à base d'actions des rémunérations variables est explicitement soumis à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période. La charge est révisée en cas de départ des salariés sur la période d'acquisition des droits.

Dans le cas contraire, la charge est constatée, sans étalement, par contrepartie de capitaux propres, qui est ensuite réestimée à chaque clôture jusqu'à son règlement."

Ce plan est également couvert par des actions propres détenues par le Groupe qui sont portées en déduction des capitaux propres consolidés.

Droits d'acquérir directement des actions

Le Groupe attribue à certains de ses salariés le droit d'acquérir des actions à la valeur nette comptable.

La juste valeur de ces différents modes de paiements à base d'actions est déterminée sur l'estimation de la juste valeur à partir de l'ActifNet Comptable.

1.6.5.E Coût du risque

Le contenu de la rubrique *Coût du risque* est constitué des dotations nettes des reprises aux provisions et des pertes réalisées ou attendues sur les risques de crédit, de contrepartie, les litiges et les garanties données. Les dotations nettes aux provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

1.6.5.F Impôts sur le résultat

Impôts courants

En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 25%. S'y ajoute une Contribution Sociale de Solidarité de 3,3% (après application d'un abattement de 0,76 million d'euros) instaurée en 2000. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5% sont exonérés, seule une quote-part de frais et charges est imposée.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuille titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique *Impôts courants* du compte de résultat.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables des actifs et passifs figurant au bilan et leurs valeurs fiscales respectives lorsque ces différences ont une incidence sur les paiements futurs d'impôts. Les impôts différés sont calculés sur la base du taux d'impôt voté ou quasi-voté qui devrait être en vigueur au moment où la différence temporaire se retournera. Lors d'un changement de taux d'imposition, l'effet correspondant est enregistré au compte de résultat dans la rubrique *Impôts différés*. Les actifs d'impôt différé nets ne sont pris en compte que s'il est probable que la société consolidée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé.

Le taux d'imposition retenu pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés françaises s'élève à 25,83%.

Les impôts différés sont déterminés au niveau de chaque entité fiscale et ne font pas l'objet d'une actualisation.

1.7. Traitement des contrats de location simple (IFRS 16)

1.7.1 Principes comptables de la norme IFRS 16

Reconnaissance au bilan des contrats de location

Pour tout contrat de location, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, le preneur doit reconnaître à son bilan un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers. Dans le compte de résultat, la charge d'amortissement de l'actif est présentée séparément de la charge d'intérêts sur la dette.

1.7.2 Champ d'application et mesures de simplification

Les preneurs peuvent choisir de ne pas appliquer le nouveau traitement des contrats de location aux contrats d'une durée inférieure à un an (options de renouvellement incluses), ni aux contrats portant sur des biens ayant une faible valeur unitaire. Cette dernière simplification vise notamment les petits matériels tels les ordinateurs personnels, les tablettes, les téléphones et le petit mobilier de bureau. L'IASB a mentionné un seuil indicatif de 5 000 USD dans les bases de conclusions de la norme (seuil à apprécier au regard de la valeur unitaire à neuf de l'actif loué).

Le Groupe a jugé pertinent de relever ce seuil d'exemption à 200 000€ de loyers annuels.

Compte tenu du seuil de matérialité défini par le Groupe, ces principes s'appliquent uniquement aux baux immobiliers et aux contrats de location de véhicules.

1.7.3 Distinction entre contrats de location et contrats de service

La norme IFRS 16 introduit de nouvelles dispositions pour distinguer les contrats de location des contrats de service.

Dans les comptes des preneurs, la norme ne différencie plus les contrats qualifiés de location simple de ceux qualifiés de location-financement.

En revanche, les contrats doivent être analysés pour déterminer s'ils répondent à la définition d'un contrat de location et pour en séparer, le cas échéant, les différentes composantes locatives et les composantes non-locatives (ou services).

Un contrat est un contrat de location ou contient une composante locative s'il confère au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié moyennant une contrepartie et pour une durée donnée :

- Le contrôle de l'utilisation de l'actif loué suppose le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques liés à son utilisation tout au long de la durée du contrat de location et la capacité pour le preneur de diriger l'utilisation de l'actif.
- L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.
- L'actif identifié peut être constitué d'une portion physiquement distincte d'un actif plus large (comme par exemple un étage déterminé au sein d'un immeuble). En revanche une partie de la capacité ou d'un bien qui n'est pas physiquement distincte ne constitue pas un actif identifié (comme par exemple la location de surfaces de travail partagées, ou co-working, au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie au sein de cet ensemble).

L'analyse des contrats de location menée au sein du Groupe a permis de réduire l'application d'IFRS 16 à deux typologies de biens : les immeubles de bureaux regroupés sous la terminologie Immeubles et les véhicules mis à disposition du personnel regroupés sous la terminologie Matériels de transport.

Les immeubles loués par le Groupe se situent principalement en France et en Allemagne.

D'autres contrats entrant dans le champ d'application de la norme ont été exclus après application du seuil d'exemption défini au point 1.7.2.

1.7.4 Traitement comptable des contrats de location par les preneurs

Comptabilisation d'une dette locative par les preneurs

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur doit enregistrer à son passif une dette locative. Le montant initial de la dette est égal à la valeur actualisée des loyers qui seront à payer sur la durée de la location.

Cette dette locative est ensuite amortie actuariellement sur la durée du contrat de location.

Le montant de la dette locative est susceptible d'être ultérieurement ajusté en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux.

Comptabilisation d'un droit d'utilisation par les preneurs :

En date de mise à disposition du bien loué, le preneur doit enregistrer à son actif un droit d'utilisation du bien loué pour un montant égal à la valeur initiale de la dette locative augmentée, le cas échéant, des coûts directs initiaux, des paiements d'avance et des coûts de remise en état.

Cet actif est ensuite amorti linéairement sur la durée de la location retenue pour évaluer la dette locative.

La valeur de l'actif est susceptible d'être ultérieurement ajustée, dans la plupart des cas du montant de l'ajustement du passif, en cas notamment, de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location, ainsi que pour tenir compte des variations contractuelles des loyers liées à l'application d'indices ou de taux.

Les droits d'utilisation sont présentés au bilan du preneur dans les lignes d'actifs immobilisés où sont enregistrés les biens de même nature détenus en pleine propriété. Dans le compte de résultat, les dotations aux amortissements des droits d'utilisation sont présentées avec les dotations aux amortissements des actifs immobilisés détenus en pleine propriété.

Le principal impact sur le compte de résultat est le remplacement des loyers auparavant comptabilisés de manière linéaire en frais généraux par une augmentation des charges d'intérêts en produit net bancaire du fait des dettes locatives, et une augmentation des charges d'amortissement du fait des droits d'utilisation.

Durée de la location :

La durée du bail à retenir pour déterminer les loyers à actualiser correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée pour tenir compte :

- Des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer,
- Et des options de résiliation anticipée que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

L'appréciation du caractère raisonnablement certain d'exercice ou de non-exercice des options de prolongation et des options de résiliation anticipée doit tenir compte de tous les faits et circonstances susceptibles de créer une incitation économique à exercer ou non ces options, et notamment :

- Les conditions d'exercice de ces options (incluant l'appréciation du niveau des loyers en cas de prolongation ou du montant des pénalités éventuelles en cas de résiliation anticipée),
- Les aménagements importants effectués dans les locaux loués (agencements spécifiques...),
- Les coûts associés à la résiliation du contrat (frais de négociation, frais de déménagement, frais de recherche d'un nouveau bien adapté aux besoins du preneur...),
- L'importance du bien loué pour le preneur compte tenu de sa nature spécifique, de sa localisation ou de la disponibilité de biens de substitution (notamment pour les agences situées dans des sites stratégiques d'un point de vue commercial compte tenu par exemple de leur accessibilité ou du prestige de la localisation),
- De l'historique des renouvellements de contrats similaires, mais aussi de la stratégie quant à l'utilisation à venir des biens (en fonction des perspectives de redéploiement ou de réaménagement d'un réseau commercial d'agences par exemple).

Taux d'actualisation des loyers :

Les taux implicites des contrats ne sont généralement pas connus, ni facilement déterminables, notamment pour les baux immobiliers. Le Groupe a donc décidé d'utiliser le taux d'endettement marginal des preneurs pour actualiser les loyers et déterminer ainsi le montant des dettes locatives.

Le Groupe n'émettant pas d'instruments de dette sur les marchés, le taux d'endettement marginal a été approximé à partir d'éléments observables tels que des taux d'emprunts issus d'émissions réalisées par des sociétés comparables du secteur.

Montant des loyers :

Les paiements à prendre en compte pour l'évaluation de la dette locative incluent les loyers fixes et les loyers variables basés sur un indice (indice des prix à la consommation ou indice du coût de la construction, par exemple) ou un taux d'intérêt de référence (Euribor, ...), ainsi que, le cas échéant, les sommes que le preneur s'attend à payer au bailleur au titre de garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalités de résiliation anticipée. Les avantages locatifs tels que les franchises de loyers rentrent également en compte dans l'évaluation de la dette locative.

En revanche, sont exclus de l'évaluation de la dette locative les loyers variables dont l'indexation est fonction de l'utilisation du bien loué (indexation sur le chiffre d'affaires réalisé ou sur le kilométrage parcouru, par exemple). Cette part variable des loyers est enregistrée en résultat au fil du temps en fonction des fluctuations de l'indexation contractuelle.

En France, les loyers sont retenus sur la base de leur montant hors taxes sur la valeur ajoutée. Par ailleurs, dans le cas des baux immobiliers, les taxes d'habitation et taxes foncières refacturées par les bailleurs sont exclues des dettes locatives dans la mesure où leur montant, déterminé par les autorités publiques compétentes, est variable.

Impôts sur les bénéfices :

Un impôt différé est comptabilisé sur la base du montant net des différences temporelles imposables et déductibles.

Les différences temporelles nettes qui pourront résulter des variations ultérieures du droit d'utilisation et de la dette locative entraîneront la constatation d'un impôt différé.

1.8 Pilier 2 : réforme fiscale – taux d'imposition minimum mondial

En décembre 2021, l'OCDE a publié un modèle de règles visant à garantir que les grandes entreprises multinationales paient un niveau minimum d'impôt sur les revenus générés dans chacune des juridictions où elles opèrent ("Pilier 2"). Ces règles ont été transposées au niveau européen par la DIRECTIVE (UE) 2022/2523 DU CONSEIL du 14 décembre 2022, ainsi que dans plusieurs juridictions du Groupe, dont notamment la France, et entrent en application à compter de l'exercice 2024.

En tant que sous-groupe de la société Financière IDAT SAS, le Groupe ODDO BHF SCA entre dans le champ d'application de Pilier 2.

Le Groupe a lancé un projet pour identifier les conséquences et organiser les processus nécessaires pour se conformer à cette réforme fiscale.

Au titre de l'exercice 2024, aucun impôt complémentaire relatif à Pilier 2 n'a toutefois été généré. Par conséquent, au titre de l'exercice 2024 aucune charge d'impôt liée à Pilier 2 n'a été reconnue dans les comptes du Groupe et cette réforme n'a eu pas d'impact sur le taux effectif du Groupe.

Conformément aux règles IAS 12, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire de ne pas comptabiliser les impôts différés associés à Pilier 2.

Note 2 – Notes relatives au bilan**2.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Actifs détenus à des fins de transaction		
Effets publics et valeurs assimilées	4 825	25 297
Obligations et autres titres à revenu fixe	226 731	214 877
<i>Titres cotés</i>	226 731	214 877
<i>Titres non cotés</i>	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	2 690	3 108
<i>Titres cotés</i>	2 686	3 105
<i>Titres non cotés</i>	4	3
OPCVM	1 256	35
<i>Titres cotés</i>	1 144	35
<i>Titres non cotés</i>	112	-
Instruments dérivés (hors couverture)	114 309	142 101
Autres	-	-
Sous-total	349 811	385 418
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	-	-
Actifs obligatoirement à la juste valeur par résultat		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	54 802
<i>Titres cotés</i>	-	-
<i>Titres non cotés</i>	-	54 802
Actions et autres titres à revenu variable	296 377	268 208
<i>Titres cotés</i>	8 477	11 030
<i>Titres non cotés</i>	287 900	257 178
OPCVM	226 221	185 474
<i>Titres cotés</i>	145 893	139 027
<i>Titres non cotés</i>	80 328	46 447
Autres	-	-
Sous-total	522 598	508 484
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	351 676	366 538
Actifs à la juste valeur par résultat sur option		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
<i>Titres cotés</i>	-	-
<i>Titres non cotés</i>	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-

Titres cotés	-	-
Titres non cotés	-	-
Autres	-	-
Sous-total	-	-
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	-	-
Total	872 409	893 902

Conditions d'utilisation des actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur	Non-concordance comptable	Gestion en juste valeur
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Les titres immobilisés détenus par le Groupe sont classés en Actifs financiers obligatoirement à la juste valeur par résultat sur la ligne Actions et autres titres à revenu variable, Titres non-côtés. Ces titres sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres immobilisés		
Titres de participation	14 901	20 461
Autres titres détenus à long terme	798	1 163
Parts dans les entreprises liées	4 529	2 895
Créances rattachées	-1	-
Total	20 227	24 519

Détail des instruments dérivés hors couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel
Actions et indices	-	-	3 789	-	-	1 776
Swaps	-	-	-	-	-	-
Autres contrats fermes	-	-	3 789	-	-	1 776
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Taux	56 500	66 119	3 200 975	77 033	72 300	3 776 402
Swaps	56 500	66 119	3 153 050	77 033	72 300	3 696 400
Autres contrats fermes	-	-	47 925	-	-	80 002
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Change	39 704	32 568	3 471 447	54 454	63 075	4 519 324
Swaps	16 811	21 035	2 394 792	33 298	29 084	2 993 529
Autres contrats fermes	21 203	9 843	755 755	20 404	33 240	1 269 888
Instruments conditionnels	1 690	1 690	320 900	752	751	255 907
Autres	18 105	13 267	788 322	10 614	19 830	759 439
Swaps	5 366	6 457	309 696	5 132	4 287	237 280
Autres contrats fermes	12 739	6 810	478 626	5 482	15 543	522 159
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Total	114 309	111 954	7 464 533	142 101	155 205	9 056 941

2.2 Instruments dérivés de couverture

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel
Couverture de juste valeur	29 174	16 485	2 088 336	48 345	13 714	1 565 774
Swaps	29 174	16 485	2 088 336	48 345	13 714	1 565 774
Autres contrats fermes	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Swaps	-	-	-	-	-	-
Autres contrats fermes	-	-	-	-	-	-
Instruments conditionnels	-	-	-	-	-	-
Total	29 174	16 485	2 088 336	48 345	13 714	1 565 774

2.3 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	805 342	389 007
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 187 179	1 464 186
<i>Titres cotés</i>	<i>1 187 179</i>	<i>1 464 186</i>
<i>Titres non cotés</i>	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
<i>Titres cotés</i>	-	-
<i>Titres non cotés</i>	-	-
Titres immobilisés	-	-
<i>Titres de participation</i>	-	-
<i>Autres titres détenus à long terme</i>	-	-
<i>Parts dans les entreprises liées</i>	-	-
Créances rattachées	18 264	11 879
Total	2 010 785	1 865 072
<i>Dont plus ou moins-values latentes comptabilisées directement en capitaux propres</i>	<i>-21 977</i>	<i>-34 475</i>

Détail par devise des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Euros	1 865 161	1 674 996
Dollars	145 336	189 785
Livre Sterling	-	-
Yen	-	-
Autres	288	291
Total	2 010 785	1 865 072

2.4 Titres de dette au cout amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	2 967	6 930
Obligations et autres titres à revenu fixe	8 089	11 409
<i>Titres cotés</i>	<i>8 089</i>	<i>11 409</i>
<i>Titres non cotés</i>	-	-
Créances rattachées	99	169
Total	11 155	18 508

Détail par devise des titres de dette au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Euros	8 980	13 009
Dollars	-	-
Livre Sterling	-	-
Yen	-	-
Autres	2 175	5 499
Total	11 155	18 508

2.5 Valorisation des instruments financiers comptabilisés en valeur de marché

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024			
	Prix de marché cotés (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables (niveau 3)	Total
Actifs Financiers				
Actifs détenus à des fins de transaction	234 275	115 536	-	349 811
Actifs obligatoirement à la juste valeur par résultat	154 449	16 473	351 676	522 598
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	29 174	-	29 174
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 010 785	-	-	2 010 785
Passifs Financiers				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	39 834	112 578	-	152 412
Instruments dérivés de couverture	-	16 485	-	16 485
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023			
	Prix de marché cotés	Techniques de	Techniques de	Total

		valorisation utilisant des paramètres observables	valorisation utilisant des paramètres non observables	
	(niveau 1)	(niveau 2)	(niveau 3)	
Actifs Financiers				
Actifs détenus à des fins de transaction	243 317	142 101	-	385 418
Actifs obligatoirement à la juste valeur par résultat	122 689	19 257	366 538	508 484
Actifs à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	48 345	-	48 345
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1 865 072	-	-	1 865 072
Passifs Financiers				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	28 915	155 205	-	184 120
Instruments dérivés de couverture	-	13 714	-	13 714
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-

2.6 Prêts et créances sur les établissements de crédit, au cout amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes et prêts	6 866 813	5 653 279
à vue	5 866 977	5 000 482
à terme	999 836	652 797
Titres reçus en pension livrée	395 398	214 679
Créances rattachées	12 818	9 458
Dépôts de garantie versés-Banques	105 145	51 904
Total brut	7 380 174	5 929 320
Provisions	-2 588	-3 235
Total	7 377 586	5 926 085

2.7 Prêts et créances sur la clientèle, au cout amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres concours à la clientèle	2 078 803	1 992 029
crédits	1 861 582	1 763 641
titres assimilés à des prêts et créances	35 875	76 388
titres empruntés	-	-
valeurs reçues en pension	181 346	152 000
Comptes ordinaires débiteurs	62 010	52 728
Prêts participatifs	-	-
Créances rattachées	118 764	99 542
Dépôts et cautionnements versés -Clients	4 067	20 912
Total brut	2 263 644	2 165 211
Provisions	-21 379	-21 818
Total	2 242 265	2 143 393

2.8 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Obligations et autres instruments de dettes	-	-
Créances rattachées	-	-
Total brut	-	-
Dépréciations	-	-
Total	-	-

2.9 Actifs et passifs d'impôts

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Impôts courants	17 840	9 539	2 142	20 428
Impôts différés	46 691	12 980	53 315	7 727
Total	64 531	22 519	55 457	28 155

Au 31 décembre 2024, le stock d'impôts différés actifs du Groupe ODDO BHF SE se compose d'une créance d'impôts constatée au titre des pertes fiscales de ODDO BHF (Schweiz) AG d'un montant de 2 337K€. Les pertes fiscales ont été réalisées entre les exercices 2018 et 2024. Un business plan permet de démontrer qu'il est hautement probable que ces pertes fiscales pourront être utilisées au cours des six prochaines années.

Au 31 décembre 2024, les pertes fiscales antérieures de ODDO BHF Belgium s'élève à un montant de 726 911K€. Ces pertes fiscales ont été réalisées entre les exercices 2005 et 2016. Faute de business plan permettant de démontrer la probabilité que ces pertes fiscales pourraient être utilisées dans le futur, cette créance d'impôts n'a pas été matérialisée dans les comptes.

Détail des impôts différés par nature

(en milliers d'euros)	31/12/2022	ID constatés en résultat	ID constatés en capitaux propres	Autres	31/12/2023	ID constatés en résultat	ID constatés en capitaux propres	Autres	31/12/2024
Participation	4 230	-115	-	-	4 115	-522	-	-	3 593
Provisions	14 632	-63	2 090	-1 341	15 318	888	2 756	-100	18 862
Actifs financiers à la JV par capitaux propres	12 735	2 160	-7 269	-	7 626	1 196	-3 687	-	5 135
Déficits reportables	4 500	234	-	895	5 629	-1 469	-	-895	3 265
Autres (*)	7 682	4 051	45	1 122	12 900	-9 942	-202	100	2 856
Impôts différés nets	43 779	6 267	-5 134	676	45 588	-9 849	-1 133	-895	33 711
Impôts différés actifs	51 952				53 315				46 691
Impôts différés passifs	-8 173				-7 727				-12 980

(*) Les impacts liés à l'application de la norme IFRS 16 sont présentés sur la ligne Autres. Ils sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

	ID constatés en résultat	ID constatés en capitaux propres
Impôts différés actifs	-1 461	-
Impôts différés passifs	798	-
Impôts différés nets	-663	-

2.10 Autres actifs et passifs

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de négociation règlement	258 202	225 431	192 718	224 882
Dépôts et cautionnements	19 351	21 021	39 363	9 644
Impôts, taxes et comptes rattachés	28 383	64 857	20 998	39 027
Personnel et comptes rattachés	211	150 968	211	143 251
Organismes sociaux et comptes rattachés	4 195	42 859	2 883	44 074
Clients et comptes rattachés	280 016	343	257 028	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 245	106 592	2 629	75 532
Crédits en attente de renouvellement	18 416	-	16 099	-
Stocks et assimilés	361 908	-	266 657	-
Charges constatées d'avance	14 059	-	6 079	-
Produits constatés d'avance	-	98	-	105
Charges à payer	-	16 502	-	19 426
Produits à recevoir	58 559	-	79 083	-
Valeurs à l'encaissement	-	1 452	-	1 333
Dettes sur minoritaires des OPCVM	-	-	-	-
Divers	37 339	196 922	66 111	124 012
Dettes de loyers	-	89 290	-	100 311
Total	1 081 884	916 335	949 859	781 597

Les dettes de loyers du Groupe se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	01/01/2024	Variations	31/12/2024
Immeubles	98 198	-10939	87 259
Matériel de transport	2 113	-82	2 031
Total	100 311	-11 021	89 290

Le tableau suivant présente les Dettes de loyers au 31/12/2024 par maturité :

(en milliers d'euros)	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	Plus de 10 ans	Total
Immeubles	75 158	12 101	-	87 259
Matériel de transport	2 031	-	-	2 031
Total	77 189	12 101	-	89 290

2.11 Participations dans les entreprises mises en équivalence

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Génération Vie	51 255	47 303
Groupe Cogefi	1 800	1 934
Magnacarta	-	-
ABN AMRO-ODDO BHF B.V	2 350	2 113
Participations dans les entreprises mises en équivalence	55 405	51 350

Nous avons regroupé sous l'appellation Groupe Cogefi, les entités Cogefi et Cogefi Gestion

Les données financières des principales sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Total du bilan	Produit net bancaire - Chiffre d'affaires	Résultat net
Génération Vie	4 804 012	432 926	9 924
Cogefi	22 037	3 721	79
ABN AMRO-ODDO BHF B.V	5 979	7 946	-301
Total	4 832 028	444 593	9 702

2.12 Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées

Néant

2.13 Immobilisations

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur Brute 31/12/2023	Mvt de périmètre	Entrées	Sorties	Autres	Valeur brute 31/12/2024	Amort. et dépré.	Valeur Nette 31/12/2024
Immobilisations incorporelles								
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de commerce	63 156	-	-	-8 380	-	54 776	-10 679	44 097
Droit d'usage	10	-	-	-	-	10	-	10
Logiciels	75 748	484	659	-3 629	101	73 363	-67 070	6 293
En cours	156	-	-	-	-156	-	-	-
Autres	225	-	-	-	-	225	-	225
Sous-total	139 295	484	659	-12 009	-55	128 374	-77 749	50 625
Immobilisations corporelles								
Mobilier et matériel de bureau	15 321	-	508	-1 131	490	15 188	-10 537	4 651
Matériel de transport	874	-	-	-47	-1	826	-680	146
Matériel informatique	26 098	-	1 371	-1 086	748	27 131	-23 844	3 287
Agencements	54 142	-	452	-807	3 748	57 535	-26 108	31 427
Terrains	4 176	-	1 948	-	-75	6 049	-	6 049
Constructions	7 271	-	7 793	-	-130	14 934	-907	14 027
Immo. en cours	1 362	-	28 838	-	-4 659	25 541	-	25 541
Droit d'utilisation	131 081	-	4 070	-6 858	2 757	131 050	-55 598	75 452
Autres	703	-	-	-	-	703	-462	241
Sous-total	241 028	-	44 980	-9 929	2 878	278 957	-118 136	160 821
Total	380 323	484	45 639	-21 938	2 823	407 331	-195 885	211 446

La colonne Autres héberge les écarts de conversion. Les droits d'utilisation ont dégagé un écart de conversion de -27K€.

Répartition des fonds de commerce par activité

<i>(en milliers d'euros)</i>	Banque d'investissement		Banque Privée		Gestion d'actifs		Total Groupe	
	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023
Valeur brute	-	8 380	41 108	41 108	13 668	13 668	54 776	63 156
Dépréciation	-	-7 987	-375	-220	-10 304	-9 407	-10 679	-17 614
Valeur nette comptable	-	393	40 733	40 888	3 364	4 261	44 097	45 542

Droits d'utilisation des biens pris en location par le groupe

En application de la norme IFRS 16 « Contrats de location », le Groupe comptabilise désormais dans la rubrique Immobilisations corporelles les droits d'utilisation des biens loués. Les mouvements de la période sont présentés dans le tableau ci-dessous.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur Brute 01/01/2024	Mvt de périmètre	Entrées	Sorties	Autres	Valeur brute 31/12/2024	Amort. et dépré.	Valeur Nette 31/12/2024
Droits d'utilisation	131 081	-	8 850	-6 858	2 023	131 050	-55 598	75 452
Immeubles de bureaux	126 835	-	7 800	-5 676	-2 049	126 940	-53 471	73 469
Matériels de transport	4 246	-	1 050	-1 182	-4	4 110	2 127	1 983

Ecarts d'acquisition par activité

<i>(en milliers d'euros)</i>	Banque d'investissement		Banque Privée		Gestion d'actifs		Total Groupe	
	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2023
Valeur brute	9 418	12 652	21 682	21 682	52 089	52 089	83 189	86 423
Dépréciation	-9 418	-12 652	-	-	-	-	-9 418	-12 652

Valeur nette comptable	-	-	21 682	21 682	52 089	52 089	73 771	73 771
------------------------	---	---	--------	--------	--------	--------	--------	--------

2.14 Dépréciations et provisions

Les données financières présentées dans cette note répondent aux exigences de la norme IFRS 9.

Synthèse des dépréciations et provisions

(en milliers d'euros)	Note	31/12/2024			31/12/2023		
		Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation	Valeur nette
Actifs financiers au coût amorti		10 323 137	-25 197	10 297 940	8 710 438	-26 061	8 684 377
Titres de dette au coût amorti	2,4	11 156	-1	11 155	18 510	-2	18 508
Strate 1		11 156	-1	11 155	18 510	-2	18 508
Strate 2		-	-	-	-	-	-
Strate 3		-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	2,6	7 380 174	-2 588	7 377 586	5 929 320	-3 235	5 926 085
Strate 1		7 345 341	-2 069	7 343 272	5 924 172	-2 840	5 921 332
Strate 2		34 637	-329	34 308	4 934	-181	4 753
Strate 3		196	-190	6	214	-214	-
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2,7	2 263 645	-21 380	2 242 265	2 165 211	-21 818	2 143 393
Strate 1		2 069 581	-1 529	2 068 052	1 986 366	-1 593	1 984 773
Strate 2		103 115	-1 745	101 370	115 621	-2 018	113 603
Strate 3		90 084	-18 106	71 978	59 726	-15 884	43 842
POCI		865	-	865	3 498	-2 323	1 175
Autres actifs	2,10	668 162	-1 228	666 934	597 397	-1 006	596 391
Strate 1		531 065	-259	530 806	472 499	-313	472 186
Strate 2		129 290	-191	129 099	117 301	-73	117 228
Strate 3		7 807	-778	7 029	7 597	-620	6 977
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2,3	2 011 190	-405	2 010 785	1 865 603	-531	1 865 072
Strate 1		2 011 190	-405	2 010 785	1 865 603	-531	1 865 072
Strate 2		-	-	-	-	-	-
Strate 3		-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2,1	-	-	-	1 000	-1 000	-
Strate 1		-	-	-	-	-	-
Strate 2		-	-	-	-	-	-
Strate 3		-	-	-	1 000	-1 000	-
Engagements de financement		2 165 877	-2 181	2 163 696	2 167 667	-1 418	2 166 249
Strate 1		2 081 411	-1 261	2 080 150	2 164 124	-1 386	2 162 738
Strate 2		83 855	-920	82 935	3 273	-32	3 241
Strate 3		611	-	611	45	-	45
POCI		-	-	-	225	-	225
Engagements de garantie		707 588	-3 491	704 097	746 901	-3 269	743 632
Strate 1		696 718	-2 815	693 903	728 173	-1 997	726 176
Strate 2		10 239	-101	10 138	17 317	-637	16 680
Strate 3		631	-575	56	1 411	-635	776
Total		15 207 792	-31 274	15 176 518	13 491 609	-32 279	13 459 330

Détail des dépréciations et des provisions pour risques de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Mvts de périmètre	Dotations	Reprises disponibles	Reprises utilisées	Autres	31/12/2024
Dépréciation des Actifs financiers au coût amorti	26 061	-	17 763	-1 192	-17 670	235	25 197
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	4 748	-	7 366	-229	-8 018	-9	3 858
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	2 272	-	6 793	-22	-6 886	108	2 265
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	16 718	-	3 358	-18	-1 120	136	19 074

Dépréciations sur POCI	2 323	-	246	-923	-1 646	-	-
Dépréciation des Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	531	-	97	-29	-194	-	405
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	531	-	97	-29	-194	-	405
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation des Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 000	-	-	-	-1 000	-	-
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	1 000	-	-	-	-1 000	-	-
Provisions pour risque de crédit sur engagements hors bilan	4 687	-	9 287	-4	-8 453	155	5 672
Dépréciations sur encours sains (Strate 1)	3 383	-	8 139	-4	-7 535	93	4 076
Dépréciations sur encours dégradés (Strate 2)	669	-	1 148	-	-858	62	1 021
Dépréciations sur encours douteux (Strate 3)	635	-	-	-	-60	-	575
POCI	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépréciations et provisions	32 279	-	27 147	-1 225	-27 317	390	31 274

Variations des dépréciations sur actifs financiers au coût amorti sur la période

(en milliers d'euros)	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à 12 mois (Strate 1)	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à maturité (Strate 2)	Dépréciations sur encours dépréciés (Strate 3)	Dépréciations sur Crédit dépréciés à l'origine	Total
Au 1er janvier 2024	8 662	2 941	18 353	2 323	32 279
Dotations nettes aux dépréciations	-408	176	1 159	-1 065	-138
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	15 244	333	-	-	15 577
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période	-6 088	-5 637	-	-613	-12 338
Transfert vers strate 1	240	-661	-	-	-421
Transfert vers strate 2	-549	3 067	-	-	2 518
Transfert vers strate 3	-	-965	3 172	-	2 207
Autres dotations / reprises sans changement de strate	-9 255	4 039	-2 013	-452	-7 681
Utilisation de dépréciations	-	-	-	-1 258	-1 258
Variation de périmètre, des parités monétaires et divers	85	169	137	-	391
Au 31 Décembre 2024	8 339	3 286	19 649	-	31 274

2.15 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs détenus à des fins de transaction		
Titres vendus à découvert	40 458	28 915
Instruments dérivés (hors couverture)	111 954	155 205
Autres	-	-
Sous-total	152 412	184 120
Dont juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation non basées sur des données de marché	-	-
Total	152 412	184 120

Détail des passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste valeur	Variations de juste valeur résultante du risque de crédit	Différence entre juste valeur et montant dû à l'échéance	Juste valeur	Variations de juste valeur résultante du risque de crédit	Différence entre juste valeur et montant dû à l'échéance

Dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-

2.16 Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts bancaires	-	-
Comptes créditeurs et emprunts à vue	602 467	496 886
Comptes créditeurs et emprunts à terme	1 380 431	1 427 305
Titres donnés en pension livrée	327 344	267 065
Dépôts et cautionnements reçus-Banques	171 954	110 073
Sous-total	2 482 196	2 301 329
Dettes rattachées	9 062	14 729
Total	2 491 258	2 316 058

2.17 Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs de la clientèle	8 465 724	6 937 265
Titres donnés en pension livrée	13 779	41 221
Comptes d'épargne à régime spécial	114 504	145 858
Autres dettes diverses	226 243	248 723
Dépôts et cautionnements versés-Clients	55 474	57 274
Sous-total	8 875 724	7 430 341
Dettes rattachées	13 632	14 906
Total	8 889 356	7 445 247

2.18 Dettes représentées par un titre

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires	-	-
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	164 232	152 129
Autres dettes représentées par un titre	5 299	2 373
Sous-total	169 531	154 502
Dettes rattachées	2 913	1 794
Total	172 444	156 296

2.19 Provisions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	Mvt de Péri-mètre	Dotations	Reprise	Reprise non utilisée	Autres	31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite	64 851	-	18 689	-744	-910	-203	81 683
Provisions pour litiges	6 485	-	5 465	-3 354	-1 721	839	7 714
Autres provisions pour pertes et charges	21 453	-	20 556	-14 552	-1 182	-2 752	23 523
Provisions pour risques de crédit sur engagements hors bilan (Cf Note 2.14) (*)	4 686	-	9 511	-1	-8 682	157	5 671
Total	97 475	-	54 221	-18 651	-12 495	-1 959	118 591

La colonne « Autres » correspond aux écarts de conversion.

2.20 Dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée déterminée (*)	162 008	162 080
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
Sous-total	162 008	162 080
Dettes rattachées	5 388	5 375
Total	167 396	167 455

(*) **ODDO BHF SE** détient au passif un encours résiduel d'emprunts subordonnés de 12 M€. Ces 12 M€ ont été émis en 2005 sont remboursables en 2025. Les emprunts subordonnés ont été émis à taux fixe et sont couverts en risque de taux. Ces dettes subordonnées font l'objet d'une comptabilité de couverture.

Conformément à l'article 63 et 64 du CRR, les emprunts subordonnés d'ODDO BHF SE sont éligibles en tant qu'instruments de fonds propre de catégorie 2. A ce titre 0.2 M€ sont qualifiés de fonds propres au 31/12/2024.

2.21 Actifs financiers transférés non décomptabilisés

Les transferts d'actifs financiers non décomptabilisés sont limités aux opérations de pension livrée conclues dans le cadre de la gestion du refinancement du Groupe. Au 31 Décembre 2024, les titres détenus par le Groupe et donnés en pension livrée sont des obligations classées en actifs financiers à la juste-valeur par résultat et s'élèvent à 7 millions d'euros. Les passifs associés représentent un montant de 7 millions d'euros.

2.22 Avantages du personnel

2.22.1 Engagements postérieurs à l'emploi

Les indemnités de fin de carrière constituent un avantage postérieur à l'emploi et entrent dans la catégorie des régimes à prestations définies. On distingue les engagements du groupe de la manière suivante :

- Engagements des sociétés françaises :

Les droits acquis au titre des indemnités de départ en retraite sont définis pour ODDO BHF SCA par la Convention Collective Nationale des marchés financiers, et pour ODDO BHF Asset Management SAS et La Banque Privée Saint Germain par le Droit du travail.

La recommandation de l'ANC n°2013-02 en matière d'évaluation des engagements de retraite n'indique pas comment déterminer l'hypothèse de turnover.

Conformément à la réponse du CNCC (EC 2018-17), seules les démissions entrent dans le calcul du turnover.

- Engagements des sociétés du groupe ODDO BHF SE :

Les collaborateurs d'ODDO BHF SE et de ses filiales bénéficient d'avantages de retraite basés sur différents types de régimes.

Pour la plupart des employés d'ODDO BHF SE et de ses filiales BHF-Betriebsservice GmbH et FRANKFURT-TRUST Investment-Gesellschaft mbH, l'ancien régime de retraite statique à prestations définies a été modifié en octobre 2017, avec effet rétroactif au 1er janvier 2017, évoluant vers un régime de retraite dynamique à cotisations définies.

Les employés reçoivent une contribution mensuelle de l'employeur, qu'ils peuvent décider de compléter avec leurs propres contributions dans le cadre du régime d'indemnisation différée. Ces cotisations sont créditées au compte de prestations de retraite de l'employé concerné.

Les cotisations sont investies dans des supports d'investissement sélectionnés, dont la performance détermine le montant d'intérêt à payer sur les cotisations.

Les comptes de prestations de retraite comprennent deux sous-comptes, un compte employeur et un compte employé. À la date de conversion, les cotisations versées par les sociétés susmentionnées (cotisations employeur) ont été versées dans le sous-compte employeur et les cotisations versées par les salariés sur une base volontaire dans le cadre du régime de rémunération différée dans les sous-comptes des employés respectifs.

Les comptes de prestations de retraite sont conservés par Treuhandverein für die BHF-BANK e. V. et sur le modèle d'une fiducie. Comme Treuhandverein für die BHF-BANK e. V. est un fiduciaire agissant uniquement pour le compte de ODDO BHF Group, l'arrangement prévoit une protection contractuelle supplémentaire contre l'insolvabilité.

Les prestations de retraite des employés de ODDO BHF Asset Management GmbH sont basées sur différents accords et sont comptabilisées dans le palier ODDO BHF SE depuis le 1er août 2017, date d'apport de la société.

Les actifs déposés auprès de Treuhandverein für die BHF-BANK e. V. et de Generali Pensionsfonds AG sont éligibles à la couverture des engagements de retraite. Une provision est enregistrée au passif lorsque les actifs affectés aux plans ne couvrent pas la totalité des engagements, à l'inverse un actif est enregistré dans le cas où les plans seraient surfinancés.

La méthode actuarielle retenue est celle des unités de crédits projetés. Les pertes et gains actuariels au titre du régime des indemnités de fin de carrière transitent par les capitaux propres conformément à l'amendement de la norme IAS 19. Le taux d'actualisation retenu est basé sur l'indice Mercer Yield Curve construit à partir du taux des obligations à long terme du secteur privé.

<i>Principales hypothèses actuarielles (en milliers d'euros)</i>	2024/12	2023/12
Taux d'actualisation	3.58% - 3.51%	3.59% - 3.55%
Augmentation moyenne attendue des salaires	3.00% - 3.00%	3.00% - 3.00%
Tables de mortalité	TH/TF 00-02 - Heubeck 2018G	TH/TF 00-02 - Heubeck 2018G

<i>Evolution de l'engagement actualisé</i>	2024/12	2023/12
Obligation au titre des prestations définies à l'ouverture	322 562	297 637
Coût des services	6 895	6 079
Charge d'intérêt	10 052	10 991
Pertes/(gains) actuariels	8 389	28 672
Prestations payées	-7 901	-17 961
Autres	1 480	-2 855
Variations de périmètre	0	0
Obligation au titre des prestations définies à la clôture	341 476	322 564

<i>Actifs des plans de pension</i>	2024/12	2023/12
Juste-valeur des actifs des plans à l'ouverture	279 675	255 780
Produits d'intérêts des actifs des plans	8 747	9 609
Gains/(pertes) actuariels	-1 198	18 823
Prestations payées	-6 753	-16 969
Contributions employeur	-2 442	14 230
Contributions des bénéficiaires	2 439	2 310
Autres	-1 345	-4 108
Variations de périmètre	0	0
Juste-valeur des actifs des plans à la clôture	279 123	279 675

<i>Comptabilisation de l'engagement net</i>	2024/12	2023/12
Engagements nets à l'ouverture	42 887	41 586

Charges inscrites au compte de résultat	5 354	3 161
Prestations directement payées par l'employeur	-7 901	-17 961
Pertes/(gains) actuariels	9 800	13 947
Autres mouvements	12 613	1 694
Variations de périmètre	-401	460
Engagements nets à la clôture	62 353	42 889
Dont engagements nets sur plans surfinancés comptabilisés à l'actif	12 181	17 002
Provision à la clôture	74 534	59 891

2.22.2 Autres avantages à long terme

Au 31 décembre 2024, le Groupe ODDO BHF SCA a comptabilisé une provision de 2 145K€ au titre de la Médaille du Travail.

Note 3 – Notes relatives au compte de résultat

3.1 Intérêts et produits assimilés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	255 140	206 258
Opérations avec la clientèle	103 876	95 918
Instruments dérivés de couverture	26 399	24 105
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	33 762	21 475
Autres	79	192
Total	419 256	347 948

3.2 Intérêts et charges assimilées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Opérations avec les établissements de crédit	-80 862	-72 559
Opérations avec la clientèle	-215 819	-137 102
Dettes représentées par un titre	-6 216	-12 050
Dettes subordonnées	-12 942	-5 026
Instruments de couverture	-1 630	-2 162
Dettes sur minoritaires des OPCVM	-	-
Autres charges financières	-	-
Total	-317 469	-228 899

3.3 Gains ou pertes nets résultant des couvertures

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Couverture de juste valeur	-36	1 145
Variations de la juste valeur attribuables aux instruments de couverture	-20 054	-34 404
Juste valeur de micro couverture	-20 054	-34 404
Juste valeur de couvertures de portefeuille	-	-
Variations de la juste valeur attribuables aux éléments couverts	20 018	35 549
Juste valeur de micro couverture	20 018	35 549
Juste valeur de couvertures de portefeuille	-	-
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Total	-36	1 145

3.4 Produits et charges de commissions

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Produits de commissions sur		
Opérations de trésorerie et interbancaires	-	-
Opérations avec la clientèle	367	198
Opérations sur titres	92 872	83 603
Opérations de change	-	-
Engagements de financement et garantie	23 249	15 715
Instruments dérivés	449	598
Prestation de services financiers	95 352	79 488
Gestion d'actifs	639 294	582 365
Conservation	2 117	2 245
Autres	-	-
Total	853 700	764 212
Charges de commissions sur		
Opérations de trésorerie et interbancaires	-655	-561

Opérations avec la clientèle	-3	-1
Opérations sur titres	-28 751	-26 903
Opérations de change	-	-
Engagements de financement et garantie	-253	-117
Instruments dérivés	-204	-154
Prestation de services financiers	-2 913	-2 494
Gestion d'actifs	-214 395	-172 192
Conservation	-	-
Autres	-	-
Total	-247 174	-202 422

3.5 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Actifs et passifs détenus à des fins de transaction	41 474	44 513
Actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option	-	-
Inefficacité des couvertures de juste valeur	-	-
Opérations de change	25 344	17 187
Actifs et passifs financiers obligatoirement à la JVR	16 554	13 116
Total	83 372	74 816

3.6 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		
Dividendes	103	148
Plus ou moins-values de cession	-1 143	-2 060
Sous-total	-1 040	-1 912
Actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes reçus	-	-
Dépréciations	-	-
Plus ou moins-values de cession	-	-
Sous-total	-	-
Total	-1 040	-1 912

3.7 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		
Dividendes	-	-
Recyclage en résultat des moins-values latentes sur titres reclassés	-	-
Plus ou moins-values de cession	-	-
Sous-total	-	-
Actions et autres titres à revenu variable		
Dividendes reçus	-	-
Dépréciation	-	-
Plus ou moins-values de cession	-	-
Sous-total	-	-
Total	-	-

3.8 Produits et charges des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Produits		
Activité de négoce de métaux non ferreux	56 197	1 528 173
Activité de négoce d'électricité	-	-
Facturation de prestations	2 365	3 448
Autres	14 400	13 330
Sous-total	72 962	1 544 951
Charges		
Activité de négoce de métaux non ferreux	-13 470	-1 491 917
Activité de négoce d'électricité	-	-
Autres	-3 705	-1 477
Sous-total	-17 175	-1 493 394
Total	55 787	51 557

3.9 Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel	-460 502	-421 549
Impôts et taxes	-4 413	-5 083
Redevances de crédit-bail et assimilés	-	-
Locations	-11 401	-13 694
Rémunérations d'intermédiaires	-490	-390
Services extérieurs	-381	-602
Transports et déplacements	-2 254	-2 130
Autres charges diverses d'exploitation	-195 953	-183 328
Total	-675 394	-626 776

Les frais de personnel s'analysent de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Rémunérations fixes	-245 477	-222 258
Rémunérations variables	-88 883	-88 753
Indemnités et avantages divers	-14 441	-5 936
Intéressement et participation	-9 764	-8 287
Charges sociales et impôts sur les salaires	-101 937	-96 315
Total	-460 502	-421 549

Paielements à base d'actions

Le Groupe ODDOBHF SCA a mis en place, au bénéfice de certains de ses collaborateurs, des rémunérations à base d'actions, des attributions d'options d'achat d'actions, des droits d'acquérir des actions et des attributions d'actions gratuites

Des plans de fidélisation au bénéfice de certains collaborateurs prévoient, sous condition de présence, une rémunération spécifique sur une période pluriannuelle et payable sous forme d'actions.

Au 31/12/2024, 14 314 actions ont été attribuées.

Les caractéristiques des plans existants au 31 décembre 2024 sont décrites dans les tableaux suivants :

Année	2022	2022	2022	2023	2023
Type de plan	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires
Autorisation des actionnaires	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021
Décision de la Gérance	15/06/2022	14/10/2022	14/10/2022	28/04/2023	16/05/2023
Date d'attribution	15/06/2022	14/10/2022	14/10/2022	28/04/2023	16/05/2023
Nombre d'options ou d'actions attribuées	5 231	3 266	893	405	5 798
Période d'acquisition des droits	15/06/2022 15/06/2024	14/10/2022 14/10/2024	14/10/2022 14/10/2026	28/04/2023 28/04/2025	16/05/2023 16/05/2025
Conditions de performance	non	non	non	non	non
Conditions en cas de départ du Groupe	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de licenciement	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de départ à la retraite	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Période d'interdiction de cession	2 ans	2 ans	4 ans	2 ans	2 ans
Cas de décès	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (euros)	507,39	507,39	507,39	524,77	524,77
Options ou actions non attribuées					
Options exercées ou actions données	5231	2446	0	0	0
Options ou actions perdues	0	820	0	2	59
Options ou actions restantes	0	0	893	403	5 739

Année	2023	2023	2023	2023	2024	2024
Type de plan	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires	Attribution gratuite d'actions AGA Ordinaires
Autorisation des actionnaires	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021	26/03/2021
Décision de la Gérance	30/10/2023	30/10/2023	30/11/2023	30/11/2023	31/05/2024	27/09/2024
Date d'attribution	30/10/2023	30/10/2023	30/11/2023	30/11/2023	31/05/2024	27/09/2024
Nombre d'options ou d'actions attribuées	1 284	3 811	810	1 201	1 901	2 083
Période d'acquisition des droits	30/10/2023 30/10/2025	30/10/2023 30/10/2024	30/11/2023 30/11/2025	30/11/2023 30/11/2027	31/05/2024 31/05/2026	27/09/2024 27/09/2026

Conditions de performance	non	non	non	non	non	non
Conditions en cas de départ du Groupe	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de licenciement	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Conditions en cas de départ à la retraite	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver	Good leaver Bad leaver
Période d'interdiction de cession	2 ans	1 an	2 ans	4 ans	2 ans	2 ans
Cas de décès	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois	maintien 6 mois
Cours du titre à l'attribution (euros)	524,77	524,77	524,77	524,77	550,64	550,64
Options ou actions non attribuées						
Options exercées ou actions données	0	0	0	0	0	0
Options ou actions perdues	0	3 811	0	0	0	0
Options ou actions restantes	1 284	0	810	1 201	1 901	2 083

Les caractéristiques des actions distribuées à certains salariés sont décrites dans le tableau suivant :

Période	Exercice 2024
Cours du titre à l'acquisition (euros)	550,64
Méthode de valorisation utilisée	Estimation de la Juste Valeur à partir de l'Actif Net Comptable

Evolution des effectifs par pays

	31/12/2024	31/12/2023
Allemagne	1 292	1 222
Belgique	3	3
Emirats Arabes Unis	2	2
Espagne	9	10
Etats-Unis	12	11
France	955	954
Italie	4	4
Côte d'Ivoire	2	-
Luxembourg	15	14
Pays-Bas	1	28
Royaume Uni	8	4
Suisse	142	124
Tunisie	433	345
Vietnam	4	4
Total	2 882	2 725

3.10 Cout du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions sur prêts et créances	-4 185	-2 684
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Dotations aux provisions pour risques et charges	-361	-2 509
Reprises de provisions sur créances douteuses devenues disponibles	4 057	4 158
Reprises de provisions pour risques et charges	960	1 558
Pertes couvertes et non couvertes par des provisions	715	-109
Pertes de crédit attendues	31	-2 012
Total	1 217	-1 598

3.11 Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sociétés financières	4 726	5 396
Sociétés non financières	-	-
Quote Part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4 726	5 396

3.12 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plus-values de cession nettes	70	4 135
Moins-values de cession nettes	-	-
Total	70	4 135

3.13 Variations de valeur des écarts d'acquisition

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	-
Ecarts d'acquisition négatifs	-	-
Total	-	-

3.14 Impôts sur les bénéfices

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	-27 615	-46 579
Impôts différés	-9 847	6 267
Impôts sur les bénéfices	-37 462	-40 312

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net part du groupe	105 368	103 396
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées	-667	-1 000
Resultat des activités abandonnées	-	-
Is sur activités cédées	-	-
Charge d'impôt	37 462	40 312
Résultat avant impôt	142 162	142 708
Taux d'imposition de droit commun Français	25,83%	25,83%
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France	36 721	36 861
Effet des entreprises mises équivalence	-1 221	-1 394
Effet des différences permanentes	-62	1 406
Effet des différences de taux d'imposition	5 374	9 560
Contributions	-	-
Crédits d'impôts	-4 228	-4 340
Autres éléments	878	-1 781
Charge d'impôt comptabilisée	37 462	40 312
Taux effectif d'impôt (charge d'impôt comptabilisée rapportée au résultat taxable)	26,35%	28,25%

3.15 Résultat des activités destinées à être cédées et des activités abandonnées

Néant

Note 4 – Informations sectorielles

Le Groupe ODDO BHF est organisé autour de 4 grands pôles métiers :

- 1 - Pôle AM - Asset Management (*Gestion d'actifs*)

Ce pôle regroupe les activités de gestion financière pour compte de tiers, à travers une large gamme de produits ouverts au public et dédiés, et de mandats discrétionnaires.

Il consolide :

- L'activité ODDO BHF Asset Management (OBAM) qui regroupe les entités **ODDO BHF Asset Management SAS** à Paris et **ODDO BHF Asset Management GmbH** à Düsseldorf,
- L'activité ODDO BHF Trust Management GmbH qui reste filiale de ODDO BHF SE
- L'activité de distribution des produits du Groupe via son réseau de conseillers en gestion de patrimoine indépendants (CGPI),
- Pour mémoire, l'entité **ODDO BHF Private Equity** (ex ACG Capital), a fusionné avec l'entité **OBAM SAS** (date d'effet au 1^{er} janvier 2023), et l'entité **Métropole Gestion** a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au profit de l'entité **OBAM SAS**, effective depuis le 1^{er} décembre 2023.

- 2 - Pôle PWM - Private Wealth Management (*Banque Privée*)

Ce métier de services et de conseil dans le domaine de la gestion patrimoniale, destiné à la clientèle privée, consolide :

- ODDO BHF Banque Privée à Paris,
- ODDO BHF Private Wealth Management qui s'appuie sur un réseau d'agences dans les plus grandes villes allemandes et est également présent en Suisse via l'entité ODDO BHF Switzerland.
- L'entité **La Banque Privée Saint-Germain** a fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) au profit de l'entité **ODDO BHF SCA**, effective depuis le 1^{er} décembre 2024.

- 3 - Pôle C&M - Corporates & Markets (*Banque d'investissement*)

Ce pôle regroupe :

- Les métiers Equities et Fixed Income qui proposent à leurs clients institutionnels en France et en Allemagne leur expertise en matière d'exécution et de recherche sur une large gamme de produits : actions, obligations, obligations convertibles, dérivés et produits structurés.
- Pour mémoire, la création d'une Joint Venture entre ODDO BHF SCA et le Groupe bancaire néerlandais ABN AMRO, dont l'exploitation a démarré en février 2021. Cette entité basée à Amsterdam intervient sur le métier Equities et en particulier les activités ECM, ses résultats sont mis en équivalence, ODDO BHF SCA détient 50% de cette JV.
- Les activités de Corporate Finance en France et en Allemagne, qui offrent à leurs clients un conseil adapté à leurs besoins pour toutes les opérations de haut de bilan, incluant fusions et acquisitions, LBO / MBO, introductions en Bourse, ingénierie boursière, ingénierie financière, placements et corporate broking,
- Les activités Corporate Banking et International Banking de ODDO BHF SE en Allemagne,
- L'entité **ODDO BHF Corporate & Markets AG**, filiale de ODDO BHF SE, qui réalise des activités d'intermédiation à la bourse de Francfort a été fusionnée dans l'entité **ODDO BHF SE**, avec date d'effet au 1^{er} avril 2024,

o Les activités du métier Oddo Metals à Paris (intermédiation sur les métaux non ferreux).

- 4 - Pôle TSO - Treasury, ODDO BHF Services & Others (Fonds propres, ODDO BHF Services et Autres)

Ce périmètre consolide :

- o L'ensemble des opérations de trésorerie ainsi que l'ensemble des opérations diverses non affectables à un pôle métier en France comme en Allemagne,
- o Le résultat de la holding ODDO BHF Belgium (ex BHF Group SA),
- o L'activité ODDO BHF Asset Servicing basée à Paris qui propose notamment une solution de tenue de compte conservation adaptée aux clients privés des sociétés de gestion, sociétés financières et banques privées ainsi que des prestations de gestion des contrats en assurance vie.
- o Pour mémoire, depuis le 1er trimestre 2023, l'ouverture effective d'une nouvelle entité installée à Londres (ODDO BHF UK), filiale de ODDO BHF SE, dont l'ambition est de développer les activités Corporate & Markets (Equities et Corporate Finance), mais également la distribution de la gamme de fonds OBAM, sur le marché britannique.
- o A noter enfin la création en Septembre 2024, d'une nouvelle entité comptable nommée « ODDO BHF Palatin Immobilier SNC » dont l'objet est de porter le nouvel immeuble acquis par le Groupe, celui-ci est situé dans le quartier de la Défense, et cette acquisition a été finalisée en Décembre 2024.

4.1 Résultats par activité

Situation au 31/12/2024

(en milliers d'euros)	Asset Management	Private Wealth Management	Corporates & Markets	Treasury, ODDO BHF Services & Others	Groupe Décembre 2024
Produit net bancaire	222 520	329 863	243 378	50 634	846 396
Charges générales d'exploitation (y compris dotations aux amortissements)	-172 861	-241 690	-216 040	-78 988	-709 579
Résultat brut d'exploitation	49 659	88 174	27 338	-28 354	136 817
Coût du risque	-18	-648	-320	2 203	1 217
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	4 726	4 726
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-	-	70	70
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	49 641	87 526	27 019	-21 355	142 830

Situation au 31/12/2023

(en milliers d'euros)	Asset Management	Private Wealth Management	Corporates & Markets	Treasury, ODDO BHF Services & Others	Groupe Décembre 2023
Produit net bancaire	226 162	315 872	219 184	45 227	806 445
Charges générales d'exploitation (y compris dotations aux amortissements)	-177 123	-215 269	-198 779	-79 499	-670 670
Résultat brut d'exploitation	49 039	100 603	20 405	-34 272	135 775
Coût du risque	-157	-1 362	2 523	-2 602	-1 598
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	-	5 396	5 396
Gains ou pertes nets sur autres actifs	905	-	-	3 230	4 135
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-
Résultat avant impôts	49 787	99 241	22 928	-28 248	143 708

4.2 Produit net bancaire par secteur géographique

Les passifs sectoriels correspondent aux dettes (total passif hors capitaux propres).
Les résultats et le bilan sectoriels sont présentés après élimination de l'effet des transactions internes au Groupe.
L'analyse géographique des résultats et du bilan sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités.

(en milliers d'euros)	Produit net bancaire	
	31/12/2024	31/12/2023
France	411 670	400 458
Allemagne	375 889	350 475
Suisse	48 167	47 342
Autres pays	10 670	8 170
Total Groupe	846 396	806 445

4.3 Bilan par secteur géographique

(en milliers d'euros)	Actifs sectoriels		Passifs sectoriels	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
France	3 616 288	3 243 349	2 567 130	2 272 226
Allemagne	9 719 074	8 258 190	9 643 828	8 190 582
Suisse	561 327	533 821	498 227	462 486
Autres pays	354 813	390 509	247 949	273 174
Total Groupe	14 251 502	12 425 869	12 957 134	11 198 468

Note 5 – Exposition au risque souverain et évolution des échéanciers des actifs et passifs financiers

Cette note présente les principaux risques associés aux instruments financiers et la manière dont le Groupe les gère. Les principaux risques sont les suivants :

- Risques de crédit et de contrepartie : risque de perte engendré par le défaut d'une contrepartie ;
- Risques de marché : risque de perte résultant d'une évolution défavorable des variables de marché (taux d'intérêt, cours des actions, cours des métaux, etc.) ;
- Risque opérationnel : risque de perte résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes, ou à des événements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevé. Elle intègre le risque de non-conformité, les risques comptables et fiscaux à l'exclusion du risque stratégique et de réputation ;
- Risques de liquidité : risque pour le Groupe de ne pas pouvoir faire face à ses engagements à leur échéance. Ce risque comprend en particulier le risque résultant d'une impossibilité de dénouer des positions sur les marchés dans des conditions normales.

5.1 Organisation, procédures et méthodes

Le dispositif de contrôle du Groupe est organisé selon le modèle des « trois lignes de défense » :

- La première ligne de défense est composée de l'ensemble des collaborateurs et des managers du Groupe. Les managers sont responsables des risques, prennent en charge leur prévention et leur gestion – entre autres, par la mise en place de moyens de contrôle permanent de niveau 1 –, ainsi que la mise en place des actions correctives en réponse aux éventuelles déficiences constatées par les contrôles ;
- La deuxième ligne de défense est assurée par les fonctions Conformité, Risques et Contrôle interne. Dans le dispositif de contrôle, il incombe à ces fonctions de vérifier de façon permanente que la maîtrise des risques des opérations est assurée, sous la responsabilité des managers, par la mise en œuvre effective des procédures définies et des contrôles demandés ;
- La troisième ligne de défense est assurée par l'Inspection générale. Elle assure une mission de contrôle périodique strictement indépendant des métiers comme du contrôle permanent.

La Direction des Risques Groupe fait partie du dispositif de contrôle du Groupe. Elle est directement rattachée à Monsieur Christophe Tadié, gérant du Groupe. La mission de la Direction des Risques est de s'assurer de la bonne gestion des risques au sein du Groupe et plus particulièrement :

- De recenser l'ensemble des risques du Groupe,
- De mettre en œuvre le dispositif de pilotage et de suivi de ces risques et d'établir régulièrement des rapports sur leur nature et leur ampleur à la Direction générale, aux Comités spécialisés et aux autorités de supervision bancaire,
- De contribuer à la définition des politiques de risque en tenant compte des objectifs des métiers et des enjeux de risques correspondants,
- De définir ou valider les méthodes et procédures d'analyse, de mesure, d'approbation et de suivi des risques,
- De s'assurer du respect de l'appétit au risque au niveau du Groupe,
- De consolider les risques au niveau du Groupe,
- D'évaluer les risques de marché, de contrepartie et opérationnels,
- De s'assurer de la fiabilité des paramètres de marché servant à l'élaboration des résultats et des risques,
- De suivre les limites en risques de marché et en risques de contrepartie,
- D'instruire et valider les opérations et limites proposées par les responsables métiers,
- De mettre à jour les cartographies de risques opérationnels et de la mesure de ces derniers,
- De collecter les incidents opérationnels et de suivre les actions menées pour réduire le risque opérationnel.

Des comités Groupe ont, de plus, été créés afin d'assurer la cohérence du dispositif de contrôle interne au sein du Groupe ODDO BHF. Des comités spécialisés ont été créés au sein de ODDO BHF SCA et ODDO BHF SE pour réaliser un suivi opérationnel. L'ensemble de ces comités mentionnés permet à la Direction des Risques de remonter les informations pertinentes en lien avec la gestion des risques aux dirigeants effectifs du Groupe.

5.2 Les risques de crédit et de contrepartie

5.2.1 Le risque émetteurs lié aux positions du portefeuille de trésorerie

Au 31 décembre 2024, l'encours du portefeuille obligataire de la trésorerie est de 2.0 mds d'euros.

Le tableau ci-dessous présente la répartition par note de crédit de l'encours, au prix de marché, au 31 décembre 2024.

Note de crédit	Valeur de marché (en m€)	Distribution
AAA	1 193	58%
AA	519	25%
A	211	10%
BBB	120	6%
Inférieure à BBB	6	0%
Total	2 050	100%

5.2.2 Les risques de l'activité crédit

La mesure et la gestion du risque de crédit sont du ressort d'équipes dédiées au sein du groupe ODDO BHF. Leurs missions consistent notamment à surveiller les expositions et les engagements en matière de risque de crédit, l'analyse de la solvabilité des clients, les décisions de notation et l'approbation des prêts. Ces équipes définissent également les limites, les stratégies de diversification et les politiques de gestion du collatéral. Elles sont responsables, dans la limite de leurs délégations, du processus de décision d'octroi de crédit et se chargent de transmettre les dossiers aux niveaux de délégation supérieurs. Enfin, elles surveillent également le respect des exigences réglementaires relatives aux activités de crédit. Sur le plan organisationnel, une séparation nette a été faite entre le *front-office* et le *back-office*. Cette séparation est respectée dans l'ensemble de la banque.

Le crédit est accordé et les garanties sont contrôlées conformément à la stratégie de gestion du risque de crédit et à la politique de crédit. Un nombre limité de gestionnaires du risque de crédit expérimentés et indépendants des services commerciaux sont autorisés à se prononcer sur les notations et à approuver les engagements de crédit. La délégation repose notamment sur l'expérience du gestionnaire du risque de crédit, sur le segment du client, sur la notation, sur le montant et la durée du prêt, ainsi que sur le type d'opération. En outre, les demandes de prêt qui dépassent les seuils prédéfinis basés sur les notations sont soumises à l'approbation des instances décisionnelles. La mission des gestionnaires de risques de crédit comprend en outre la surveillance continue des risques et l'évaluation des engagements de prêts dont ils sont responsables et peut également inclure la gestion spéciale et la restructuration des prêts à problèmes. La responsabilité du provisionnement des risques incombe au Loan Loss Provision Committee.

Dans la section suivante, les instruments de crédit soumis au risque de crédit sont classés en fonction des niveaux de notation (et selon les modèles de dépréciation

IFRS 9) et des secteurs, en fin d'année :

en %	Portefeuille crédits					Portefeuille de trésorerie et dérivés OTC			
	2024	Strate 1	Strate 2	Strate 3	na	2024	Strate 1	Strate 2	na
Lombard	28,30	28,30	-	-	-	0,10	-	-	0,10
AAA	14,60	14,20	0,40	-	-	70,60	70,60	-	-
AA	9,90	9,30	0,20	-	0,40	14,80	10,50	-	4,30
A	12,20	12,20	-	-	-	10,50	8,50	-	2,00
BBB	19,00	18,50	0,50	-	-	3,40	2,70	-	0,70
BB	10,40	9,00	1,40	-	-	-	-	-	-
B	2,00	1,70	0,30	-	-	0,10	-	-	0,10
CCC et inférieurs	3,60	1,20	-	2,40	-	0,50	0,30	-	0,20
Total	100,00	94,40	2,80	2,40	0,40	100,00	92,60	-	7,40

Secteurs en %	Portefeuille crédits		Portefeuille de trésorerie et dérivés OTC	
	2024	RB 2023	2024	RB 2023
Banques et assurances	49,20	42,10	59,40	71,20
dont: covered bonds et obligations publiques garanties	-	-	38,40	40,40
dont: liquidités à court terme	-	-	-	-
Industrie	11,00	11,70	0,90	3,50
Ménages	21,30	24,00	-	0,10
Administrations publiques	3,60	3,80	37,60	20,50
Commerce	1,70	3,70	0,10	0,40
Immobilier	1,20	1,60	-	0,10
Services/autres	12,00	13,10	2,00	4,20
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

5.2.3 Les risques de la banque de financement et d'investissement

- Le risque de Dépôt

Ce risque est lié aux excédents quotidiens de la trésorerie du Groupe (risques de dépôt). Les excédents de trésorerie du Groupe sont déposés sur nos comptes bancaires. Le risque est encadré par le biais de limites par contrepartie.

- Le risque de remplacement

Ce risque est lié aux opérations de couverture effectuées par les métiers dans le cadre de la gestion des risques de marché. Ces opérations sont traitées avec des contreparties bancaires de premier ordre et régies par des conventions-cadres permettant les dépôts de garantie et les appels de marge. Ils sont consolidés et encadrés par des limites spécifiques.

■ Swap de taux

La Groupe ODDO BHF traite des swaps de taux en couverture des risques de taux.

■ Swaps de devises, swaps de change et change à terme

Ces opérations sont effectuées soit dans le cadre de la gestion des positions en devises du Groupe, soit dans le cadre du refinancement des positions en devises (principalement en dollars américain) liées à l'activité de ODDO BHF Metals. Le risque de remplacement associé à ces instruments est consolidé avec les autres risques de même nature et encadré par le biais de limites par contrepartie.

■ Les opérations de Prêt / Emprunt de titres et de pensions livrées

Dans le cadre de ses activités, le Groupe réalise des opérations de prêt, d'emprunt, de prise en pension et de mise en pension de titres. Il peut s'agir d'opérations d'intermédiation où le Groupe intervient en tant qu'intermédiaire entre des prêteurs et des emprunteurs. D'autre part, dans le cadre de la tenue de marché obligataire, le Groupe est amené à prendre des positions vendeuses sur certains titres. Ces positions sont couvertes par des emprunts de titres. Ces opérations de prêt (et d'emprunt) de titres font l'objet de réception (et de versement) de collatéral en espèces en garantie. Le risque de remplacement associé aux prêts et emprunts de titres et aux pensions livrées est consolidé et encadré par le biais de limites par contrepartie.

5.2.4 Les risques liés au négoce de métaux

ODDO BHF Metals est exposé à deux types de risques de contrepartie :

- Le risque de crédit généré par l'octroi de termes de paiement lors de la livraison de marchandises.

Ce risque de crédit est atténué par des contrats d'assurance-crédit couvrant 90 % de l'encours garanti et des garanties parentales. Il est encadré par un système de limites suivi quotidiennement.

- Le risque de remplacement généré par les engagements à prix fixés à l'avance.

Une limite en risque de remplacement est établie par contrepartie, cette dernière étant étroitement liée à la limite de risque de crédit. Le risque évalué est lié à la valorisation au prix de marché des engagements dont le prix est fixé auquel est ajoutée une majoration reflétant l'augmentation potentielle de l'exposition.

5.2.5 Le risque d'intermédiation

Le risque de contrepartie lié à l'activité d'intermédiation est évalué de façon quotidienne afin de répondre aux dispositions de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatives aux risques de Règlement / Livraison. Quatre types de clients ont été définis : institutions financières, compagnies d'assurance, sociétés de gestion et *hedge funds*. Pour chacun de ces types de clients, des catégories de limites de risques ont été définies en fonction des qualités de crédit des contreparties.

La Direction des Risques consolide par client les engagements non dénoués. L'exposition en risque est déterminée à partir des plus ou moins-values latentes des positions auxquelles est ajoutée une majoration dépendant du type de produit échangé. Un rapport quotidien est transmis par la Direction des Risques aux parties prenantes.

5.3 Les risques de marché relatifs aux activités de transactions sur instruments financiers

Trois mesures de risque sont calculées :

- La Value at Risk correspond à la perte maximale potentielle engendrée sur 1 jour pour un niveau de confiance de 99%. Le montant de la Value at Risk sur le périmètre groupe des portefeuilles de négociation au 31 décembre 2024 s'élève à 2.1 m€.
- Les scénarios internes de stress test sont des scénarios définis pour mesurer les risques maximums encourus en cas de situation de crise. Ces scénarios sont appliqués de façon quotidienne aux activités pour Compte Propre.
- Les scénarios de risques réglementaires relatifs à l'adéquation des fonds propres aux risques de marché.

5.3.1 Le risque de taux

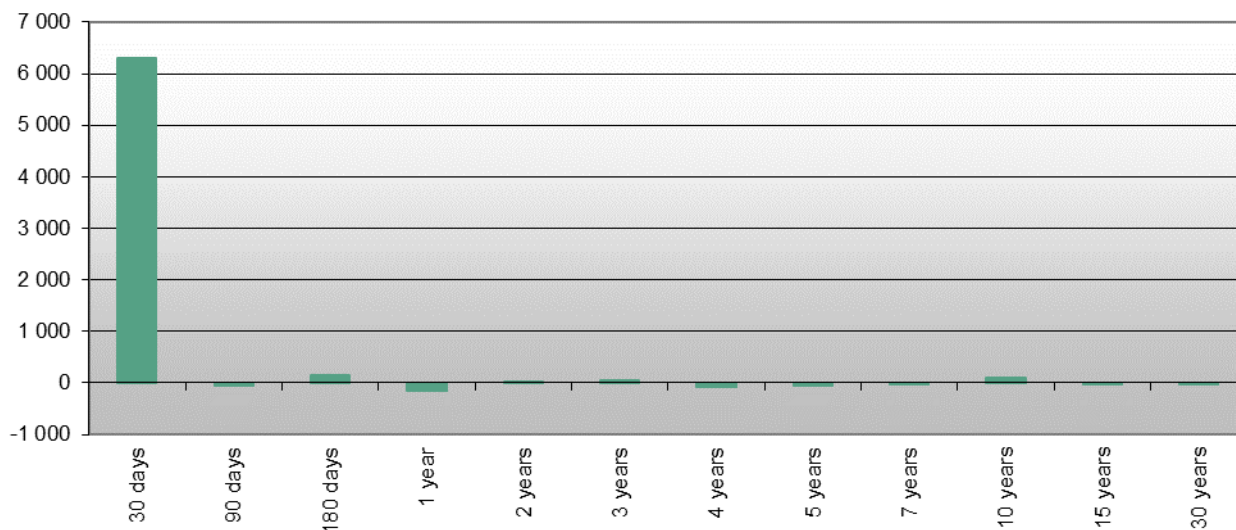
Le Groupe a défini des stress tests de taux sur la base d'études historiques. Les postes du bilan les plus sensibles au risque de taux sont le portefeuille obligataire, les positions de l'activité de tenue de marché obligataire et les engagements de retraite.

Le groupe ODDO BHF a conduit des analyses et des calculs sur les impacts des changements individuels des courbes de taux d'intérêt et examine les tendances en ce qui concerne les déformations des courbes de taux.

Le portefeuille bancaire du groupe ODDO BHF n'est pas exposé à un risque de taux d'intérêt significatif.

Au 31 décembre 2024, l'impact d'une hausse des taux d'intérêts de 200 bps sur le portefeuille bancaire correspond à une perte de 6.9 M€.

Net IR Exposure Banking Book (€m)



5.3.2 Le risque de spread de crédit liés aux positions sur obligations

Le Groupe est exposé au risque de variation du cours des obligations au travers de son portefeuille de Trésorerie, ainsi que par les activités de tenue de marché obligataire.

Le risque de crédit de l'activité de tenue de marché obligataire de ODDO BHF SCA est évalué quotidiennement grâce à des limites par émetteur et en global en fonction du rating de l'obligation. Le portefeuille est également encadré par des stress tests de déformation des courbes de spreads de crédit conservateurs compte tenu de l'horizon court terme de détention de ces titres.

Le risque de crédit du portefeuille de trésorerie est très faible car il est essentiellement investi en obligations d'Etat, en obligations financières et en obligations sécurisées.

Les risques de crédit au 31 décembre 2024 représentent un impact de -5.9 M€ pour un stress de 100 bps à la hausse.

5.3.3 Les risques liés aux cours des métaux

Les risques de marché liés aux cours des métaux sont les suivants :

- Risque de prix : L'exposition du portefeuille aux variations sur 1 jour des prix LME à structure constante des prix. Le risque de prix au 31 décembre 2024 était de 10.8 k€ contre 16.8 k€ au 31 décembre 2023.
- Risque de prime (base) : L'exposition à une variation du montant de la prime qui correspond au différentiel de valorisation entre le métal physique et la référence du marché à terme du LME, mesuré sur un mois. Le risque de prime au 31 décembre 2024 était de 4.7 m€ contre 2.4 m€ au 31 décembre 2023.

Partant des limites en tonnes, la Direction des Risques calcule ces risques de marché par le calcul de stress tests développés en interne et basés sur des variations historiques maximum constatées sur un mois (un jour pour la variation du prix LME).

5.3.4 Les risques de cours actions

Le Groupe est exposé au risque de variation du cours des actions au travers des activités de marché « Specialist Floor Equity » chez ODDO BHF SE et Facilitation chez ODDO BHF SCA.

Au 31 décembre 2024, la trading VaR du groupe pour le risque action était de 0.05 M€.

5.3.5 Les risques de change

Le risque de change généré par les activités du Groupe est un risque résiduel car il est couvert sur le marché à terme à l'initiation des positions ou sur une base quotidienne dans le cas des activités ODDO BHF Metals. Les résultats en devise sont couverts mensuellement.

Contributions des devises au bilan

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	12 693 890	12 693 890	11 168 203	11 168 203
USD	1 206 236	1 206 236	964 708	964 708
GBP	51 258	51 258	33 737	33 737
JPY	11 490	11 490	4 911	4 911
Autres devises	288 628	288 628	254 310	254 310
Total	14 251 502	14 251 502	12 425 869	12 425 869

5.4 Les Risques Opérationnels

De par ses activités, (réception et exécution d’ordres pour compte de tiers, tenue de marché, prêt à la clientèle, analyse financière, gestion collective, gestion privée, tenue de compte conservation, négoce de métal, corporate finance, etc.), ODDO BHF est exposé aux risques opérationnels.

La gestion des risques opérationnels est assurée par plusieurs acteurs situés au sein des lignes métiers / fonctions supports et au niveau du groupe :

- La Direction des Risques du Groupe : dirigée par le Group Chief Risk Officer, la Direction des Risques du Groupe est chargée de veiller à la cohérence des politiques de gestion des risques opérationnels entre les différentes directions des risques locales et de la consolidation des données
- Le Département de Risque Local : l'équipe de risque opérationnelle de chaque entité rapporte directement au responsable du Département de Risque Local. Ces équipes sont responsables de :
 - La rédaction et diffusion des procédures régissant la gestion du risque opérationnel au sein de chaque entité du groupe ODDO BHF,
 - L’administration de l’outil de gestion des risques d’entreprise du Groupe (ci-après GECCO) : gestion de la base de données des utilisateurs, saisie du plan de contrôle et des cartographies des risques de chaque ligne métier / fonction support dans l'outil.
 - L’analyse et la validation de chaque incident opérationnel dans GECCO,
 - La formation des équipes opérationnelles à l’utilisation de GECCO,
 - S’assurer que les membres du comité de direction (Collège de la Gérance, Vorstand) sont informés dans les 48h suivant l’identification, des incidents opérationnels ayant un impact réel ou potentiel supérieur à 10 k€,
 - Analyser les comptes d'erreur pour détecter les incidents opérationnels non enregistrés dans GECCO
 - Contacter les collaborateurs en charge de la présentation en Operational Risk Committee des incidents opérationnels ayant un impact réel ou potentiel supérieur à 10 k€,
 - Organiser et valider, en collaboration avec les métiers, la création et la mise à jour des cartographies des risques de manière régulière,
 - Organiser la présentation des cartographies des risques opérationnels en Operational Risk Committee.
 - Organiser le suivi des plans d'action relatifs aux incidents opérationnels et aux cartographies des risques renseignés dans GECCO,
 - Communiquer aux membres de l’Operational Risk Committee des informations relatives au risque opérationnel,
 - Communiquer aux autorités de régulation les informations relatives au risque opérationnel,
 - Toute autre mission ad hoc visant à renforcer le système de contrôle des risques opérationnels au sein du Groupe.
- Chief Operating Officer (COO) ou le responsable des fonctions support : Le COO est, au sein des secteurs d'activité, le représentant compétent de la Direction des Risques Locale dans le cadre de la gestion des risques opérationnels. Il doit veiller à ce que les procédures régissant les risques opérationnels soient respectées par les équipes opérationnelles. Il en va de même pour les responsables des fonctions support. Ils doivent s'assurer que :
 - La création / la mise à jour des cartographies des risques est effectuée régulièrement et en collaboration avec l’équipe des risques opérationnels de la Direction des Risques Locale avant validation lors de l’Operational Risk Committee en présence du responsable de l’activité, le cas échéant.
 - Les incidents sont saisis dans GECCO, conformément aux principes énumérés dans la politique de collecte des incidents opérationnels.
 - Les incidents dont l'impact est supérieur à 10 k€ sont notifiés en fonction des exigences locales répertoriées dans la Politique de collecte des incidents opérationnels,
 - Le plan de contrôle est en place et est communiqué à l'équipe de gestion des risques opérationnels de la Direction des Risques Locale pour l'intégration des contrôles clés dans GECCO. La liste des employés effectuant les contrôles et saisissant les résultats dans l'outil doit également être transmise,
 - Des plans d’action sont mis en place et saisis dans GECCO après la présentation d’incidents opérationnels ayant un impact réel ou potentiel supérieur à 10 k€ ou de cartographies des risques lors de l’Operational Risk Committee afin de réduire les faiblesses identifiées. L’Operational Risk Committee doit valider les plans d’action liés aux incidents opérationnels ou aux cartographies des risques.

Il est important de noter qu'en raison des exigences réglementaires, le CRO d'OBAM SAS, responsable du service de contrôle de s risques d'OBAM SAS, assume également les responsabilités susmentionnées.

5.5 Le risque de liquidité

La gestion et le contrôle des risques de liquidité sont assurés de façon quotidienne par le département de Trésorerie de ODDO BHF.

Au 31 décembre 2024, les ratios de liquidité Bale III consolidés s’établissent à 203% pour le LCR et 188% pour le NSFR.

5.6 Exposition au risque souverain

Le Groupe ODDOBHF détenait au 31 Décembre 2024 des obligations émises ou garanties par le gouvernement Allemand et les Etats Fédéraux Allemands pour un nominal de 789 M€ et une valorisation de 772 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Français pour un nominal de 112 M€ et une valorisation de 110 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Irlandais pour un nominal de 0.4 M€ et une valorisation de 0.4 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Belge pour un nominal de 3.5 M€ et une valorisation de 3.3 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Autrichien pour un nominal de 1.7 M€ et une valorisation de 1.6 M€, des obligations émises ou garanties par le gouvernement Espagnol pour un nominal de 2.4 M€ et une valorisation de 2.3 M€, et des obligations émises ou garanties par le gouvernement Néerlandais pour un nominal de 3.8 M€ et une valorisation de 3.6 M€.

5.7 Evolution des échéanciers des actifs et passifs financiers

(en milliers d'euros)	31/12/2024							Total
	Jusqu’à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	
Caisse, Banques centrales, CCP	221 091	-	-	-	-	-	-	221 091
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	44 804	20 654	33 478	41 869	106 646	102 777	522 181	872 409

Instruments dérivés de couverture	1 399	70	1 302	3 061	21 525	1 817	-	29 174
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	57 125	110 352	149 425	291 887	935 589	466 407	-	2 010 785
Actifs financiers au coût amorti	2 004	2 175	4 011	2 965	-	-	-	11 155
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	6 397 087	208 546	331 672	172 763	135 794	131 724	-	7 377 586
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 245 603	116 179	153 870	188 623	87 584	450 406	-	2 242 265
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Total emplois	7 969 113	457 976	673 758	701 168	1 287 138	1 153 131	522 181	12 764 465
Banques centrales	10 338	-	-	-	-	-	-	10 338
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	34 228	7 247	12 864	9 527	57 097	25 137	6 312	152 412
Instruments dérivés de couverture	-	-	4 647	10 086	1 752	-	-	16 485
Dettes envers les établissements de crédit	1 854 783	19 582	56 033	29 219	161 738	369 903	-	2 491 258
Dettes envers la clientèle	8 068 224	286 802	159 860	14 657	39 639	205 088	115 086	8 889 356
Dettes représentées par un titre	21 835	107 219	41 732	1 658	-	-	-	172 444
Dettes subordonnées	12 541	-	4 855	-	-	150 000	-	167 396
Total ressources	10 001 949	420 850	279 991	65 147	260 226	750 128	121 398	11 899 689

(en milliers d'euros)	31/12/2023							
	Jusqu'à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Caisse, Banques centrales, CCP	202 234	-	-	-	-	-	-	202 234
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	59 049	17 380	41 876	58 753	137 382	71 468	507 994	893 902
Instruments dérivés de couverture	-	198	3 179	18 022	26 325	621	-	48 345
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	40 865	33 219	328 157	352 155	994 893	115 783	-	1 865 072
Actifs financiers au coût amorti	2 045	-	5 262	8 259	2 942	-	-	18 508
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	5 340 526	109 202	217 209	18 080	119 937	121 131	-	5 926 085
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 071 858	138 439	265 639	178 218	191 680	297 559	-	2 143 393
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Total emplois	6 716 577	298 438	861 322	633 487	1 473 159	606 562	507 994	11 097 539
Banques centrales	8 351	-	-	-	-	-	-	8 351
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	61 780	9 668	14 167	28 331	46 025	15 054	9 095	184 120
Instruments dérivés de couverture	179	3 158	7 032	3 345	-	-	-	13 714
Dettes envers les établissements de crédit	1 522 253	8 124	292 773	4 329	100 128	388 451	-	2 316 058
Dettes envers la clientèle	6 447 094	367 222	343 019	41 913	43 143	70 108	132 748	7 445 247
Dettes représentées par un titre	9 845	80 026	64 425	1 500	500	-	-	156 296
Dettes subordonnées	-	-	4 842	12 613	-	150 000	-	167 455
Total ressources	8 049 502	468 198	726 258	92 031	189 796	623 613	141 843	10 291 241

(en milliers d'euros)	31/12/2023							
	Jusqu'à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Caisse, Banques centrales, CCP	202 234	-	-	-	-	-	-	202 234
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	59 049	17 380	41 876	58 753	137 382	71 468	507 994	893 902
Instruments dérivés de couverture	-	198	3 179	18 022	26 325	621	-	48 345
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	40 865	33 219	328 157	352 155	994 893	115 783	-	1 865 072
Actifs financiers au coût amorti	2 045	-	5 262	8 259	2 942	-	-	18 508

Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	5 340 526	109 202	217 209	18 080	119 937	121 131	-	5 926 085
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 071 858	138 439	265 639	178 218	191 680	297 559	-	2 143 393
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Total emplois	6 716 577	298 438	861 322	633 487	1 473 159	606 562	507 994	11 097 539
Banques centrales	8 351	-	-	-	-	-	-	8 351
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	61 780	9 668	14 167	28 331	46 025	15 054	9 095	184 120
Instruments dérivés de couverture	179	3 158	7 032	3 345	-	-	-	13 714
Dettes envers les établissements de crédit	1 522 253	8 124	292 773	4 329	100 128	388 451	-	2 316 058
Dettes envers la clientèle	6 447 094	367 222	343 019	41 913	43 143	70 108	132 748	7 445 247
Dettes représentées par un titre	9 845	80 026	64 425	1 500	500	-	-	156 296
Dettes subordonnées	-	-	4 842	12 613	-	150 000	-	167 455
Total ressources	8 049 502	468 198	726 258	92 031	189 796	623 613	141 843	10 291 241

Note 6 – Engagements de garantie et de financement

6.1 Engagements donnés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement	2 883 883	2 914 742
Engagements en faveur d'établissements de crédits	463 935	512 563
Engagements en faveur de la clientèle	2 419 948	2 402 179
Engagements de garantie	52 071	21 102
Engagements en faveur d'établissements de crédits	1 399	1 898
Engagements en faveur de la clientèle	50 672	19 204
Engagements sur titres	169 096	18 424
Titres à livrer	166 812	12 255
Fonds Private Equity-Capital non délivré	2 284	6 169
Autres engagements	891 426	781 246
Autres valeurs affectées en garantie	891 426	781 246
Engagements en faveur d'autres entreprises financières	-	-
Total	3 996 476	3 735 514

6.2 Engagements reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement	1 988 781	2 077 294
Engagements reçus d'établissements de crédits	387 741	592 048
Engagements reçus de la clientèle	1 601 040	1 485 246
Engagements de garantie	851 596	776 467
Engagements reçus d'établissements de crédits	-	-
Engagements reçus de la clientèle	851 596	776 467
Engagements sur titres	12 539	23 895
Titres à recevoir	12 539	23 895
Fonds Private Equity-Capital non délivré	-	-
Autres engagements	56 306	50 800
Total	2 909 222	2 928 456

Note 7 – Informations complémentaires

7.1 Juste valeur des instruments financiers évalués au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Juste valeur	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	7 377 586	7 392 058	5 926 085	5 933 199
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	2 242 265	2 250 388	2 143 393	2 152 741
Titres de dette, au coût amorti	11 155	11 216	18 508	18 367
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	2 491 258	2 488 781	2 316 058	2 308 266
Dettes envers la clientèle	8 889 356	8 886 070	7 445 247	7 438 357

Dettes représentées par un titre	172 444	172 444	156 296	156 296
Dettes subordonnées	167 396	167 396	167 455	167 455
Autres passifs financiers	-	-	-	-

Les justes valeurs sur les instruments financiers évalués au coût amorti sont déterminées selon des techniques de valorisation basées sur des données de marché pour les dettes obligataires. Les certificats de dépôts ne sont pas ajustés compte tenu de leur faible durée.

Présentation de la juste valeur des instruments financiers évalués au coût amorti par niveau :

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Prix de marché cotés (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables (niveau 3)	Total
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	1 480 006	5 912 052	7 392 058
Prêts et créances sur la clientèle	-	845 777	1 404 611	2 250 388
Titres de dette au coût amorti	11 216	-	-	11 216
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	-	1 374 345	1 114 436	2 488 781
Dettes envers la clientèle	-	6 273 102	2 612 968	8 886 070
Dettes représentées par un titre	-	167 145	5 299	172 444
Dettes subordonnées	-	-	167 396	167 396

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Prix de marché cotés (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des paramètres observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables (niveau 3)	Total
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	1 210 671	4 722 528	5 933 199
Prêts et créances sur la clientèle	-	812 430	1 340 311	2 152 741
Titres de dette au coût amorti	18 367	-	-	18 367
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	-	1 246 429	1 061 837	2 308 266
Dettes envers la clientèle	-	5 076 991	2 361 366	7 438 357
Dettes représentées par un titre	-	153 923	2 373	156 296
Dettes subordonnées	-	-	167 455	167 455

7.2 Ventilation du bilan en éléments courants et non courants

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Actif				
Caisse, Banques centrales, CCP	221 091	-	202 234	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	621 117	251 292	626 299	267 603
Instruments dérivés de couverture	2 771	26 403	3 377	44 968
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	316 902	1 693 883	402 241	1 462 831
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	8 190	2 965	7 307	11 201
Prêts et créances sur les établissements de crédit, au coût amorti	6 937 305	440 281	5 666 937	259 148
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	1 515 652	726 613	1 475 936	667 457
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	-	-	-	-
Total	9 623 028	3 141 437	8 384 331	2 713 208
Passif				
Banques centrales	10 338	-	8 351	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	60 651	91 761	94 710	89 410
Instruments dérivés de couverture	4 647	11 838	10 369	3 345
Dettes envers les établissements de crédit	1 930 398	560 860	1 823 150	492 908
Dettes envers la clientèle	8 629 972	259 384	7 290 083	155 164
Dettes représentées par un titre	170 786	1 658	154 296	2 000
Dettes subordonnées	17 396	150 000	4 842	162 613
Total	10 824 188	1 075 501	9 385 801	905 440

7.3 Participations

7.3.1 Périmètre de consolidation

Dénomination	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Méthode	Contrôle	Intérêts	Méthode	Contrôle	Intérêts
ODDO BHF S.C.A (Paris)	Mère	100,00%	100,00%	Mère	100,00%	100,00%
ODDO BHF ASSET MANAGEMENT S.A.S (Paris)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO MADELEINE S.A (Paris)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF NEW YORK CORPORATION (New York)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF TUNIS S.A (ex Oddo Tunis) (Tunis)	IG	99,97%	99,97%	IG	99,97%	99,97%
ODDO BHF PALATIN IMMOBILIER (Paris)	IG	100,00%	100,00%	NC	-	-
ODDO BHF SE (Francfort)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF Belgium S.A (Bruxelles)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF Private Debt RAIF-Subfund I (Luxembourg)	IG	35,43%	35,43%	IG	35,43%	35,43%
METROPOLE GESTION (Paris)	NC	-	-	IG	100,00%	100,00%
LA BANQUE PRIVEE SAINT GERMAIN (Paris)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
QUILVEST BANQUE PRIVEE FINANCE (Paris)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF DATA DRIVEN (Dublin)	IG	71,34%	71,34%	NC	-	-
GENERATION VIES.A (Paris)	MEE	47,50%	47,50%	MEE	47,50%	47,50%
COGEFI S.A (Paris)	MEE	34,00%	34,00%	MEE	34,00%	34,00%
COGEFI GESTION (Paris)	MEE	34,00%	34,00%	MEE	34,00%	34,00%
ABN AMRO ODDO BHF B.V (Amsterdam)	MEE	50,00%	50,00%	MEE	50,00%	50,00%
BHF Immobilien-GmbH (Francfort)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
BHF Private Equity Treuhand- und Beratungsgesellschaft mbH (Francfort)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
BHF-Betriebsservice GmbH (Francfort)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Frankfurter Vermögens-Treuhand Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Francfort)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF Asset Management Lux (Munsbach)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
Industrie-Beteiligungs-Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Francfort)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF Asset Management GmbH (Düsseldorf)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF (Schweiz) AG (Zurich)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF Solutions GmbH (Saarbrücken)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF Trust GmbH (Francfort)	NC	-	-	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF Corporates & Markets AG (Francfort)	NC	-	-	IG	100,00%	100,00%
ODDO BHF UK Limited (Londres)	IG	100,00%	100,00%	IG	100,00%	100,00%

Les évolutions de périmètre au 31 décembre 2024 sont les suivantes :

- TUP des sociétés ODDO BHF Corporates & Makets AG et ODDO BHF SE en date du 02/04/2024.
- TUP des sociétés ODDO BHF Trust GmbH et ODDO BHF SE en date du 02/04/2024.
- TUP de la société La Banque Privée Saint Germain et de ODDO BHF SCA en date du 24/12/2024.
- Création de la société ODDO BHF Palatin Immobilier le 13/09/2024, intégralement détenue par ODDO BHF SCA.

7.3.2 Sociétés non consolidées

Au 31 Décembre 2024, les principales participations non consolidées pour lesquelles le pourcentage de contrôle est supérieur à 20% sont présentées dans le tableau ci-dessous. Ces participations ne sont pas significatives au regard des comptes consolidés.

Dénomination	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Contrôle	Intérêts	Contrôle	Intérêts
Alpha Intelligence Capital GP	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
Belvall Holdings SA	75,10%	75,10%	75,10%	75,10%
Wizbii S.A.S	29,48%	29,48%	29,63%	29,63%
ODDO BHF Private Equity GP	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Private Equity Lux GP	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Private Equity Lux GP II	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Secondaries Fund II GP	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Venture Capital Lux GP	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Venture Capital Fund GP	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Environmental Opportunities II GP	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Environmental Opportunities III Lux GP	100,00%	100,00%	-	-
ODDO BHF Opportunités Stratégiques GP	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Strategic Opportunities GP	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
BHF Private Equity Management GmbH (Francfort)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Family Office GmbH (Francfort)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
Frankfurter Beteiligungs-Treuhand GmbH (Francfort)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Financial Advisor AG (Zurich)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Mittelstand Unitranche Co-Investment GP S.à r.l. (Munsbach)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Private Assets GP SARL (Munsbach)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

ODDO BHF Senior Loan Fund II GP SARL (Munsbach)	100,00%	100,00%	-	-
ODDO BHF Senior Loan Fund II RAIF SCA SICAV (Munsbach)	100,00%	100,00%	-	-
Office Grundstücksverwaltungsgesellschaft mbH (Francfort)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
US Real Estate Beteiligungs GmbH (Francfort)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
ODDO BHF Family Office AG (Zurich)	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

7.3.3 Titres de participation

Les titres de participation n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Dénomination	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Contrôle	Intérêts	Contrôle	Intérêts
Magnacarta	-	-	10,00%	10,00%
Buy Co	9,98%	9,98%	13,55%	13,55%
Pledg S.A.S	-	-	22,25%	22,25%
Qashflo (ex C2 Capital S.A.S)	21,33%	21,33%	21,33%	21,33%
Arizen (ex Coin House)	6,29%	6,29%	6,49%	6,49%

7.4 Parties liées

Les parties liées au Groupe sont les sociétés consolidées, les sociétés exerçant une influence notable sur le Groupe, ainsi que le collège de la gérance.

Les transactions opérées entre ODDO BHF SCA et les parties qui lui sont liées sont réalisées aux conditions de marché prévalant au moment de la réalisation de ces transactions.

Les comptes du groupe sont intégrés globalement dans les comptes de la Financière IDAT, société exerçant le contrôle du Groupe.

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe

La liste des sociétés consolidées du Groupe est présentée dans la note 7.3. Les transactions réalisées et les encours existant en fin de période entre les sociétés du Groupe consolidées par intégration globale étant totalement éliminés en consolidation, seules sont reprises dans les tableaux suivants les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent :

- les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint pour la part non éliminée en consolidation (cas non applicable)
- celles sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable, mises en équivalence,
- les sociétés qui exercent une influence notable sur le Groupe
- les sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation mais non présentées dans les comptes consolidés du Groupe.

Encours des opérations réalisées avec les parties liées

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence
Actif				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	235	-	-	-
Autres actifs	426	287	354	379
Total	661	287	354	379
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	30 314	42 257	215	40 730
Autres passifs	-	387	-	81
Total	30 314	42 644	215	40 811
Engagements de garantie et de financement				
Engagements donnés	-	-	-	-
Engagements reçus	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Eléments de résultats relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence	Société d'Influence notable / de contrôle	Sociétés consolidées par mise en équivalence
Intérêts et produits assimilés	-	-	-	-
Intérêts et charges assimilés	-	-	-	-
Commissions (produits)	-	38 547	-	36 606
Commissions (charges)	-	-3 133	-	-2 653
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-

Produits des autres activités	498	735	376	1 014
Charges des autres activités	-	-	-	-
Charges générales d'exploitation	-271	-	-281	-
Total	227	36 149	95	34 967

Rémunération du collège de la gérance

<i>(en milliers d'euros)</i>	Exercice 2024	Exercice 2023
Rémunérations fixes	-6 400	-6 350
Rémunérations variables	-10 182	-9 367
<i>Dont plans d'options de souscription d'actions</i>		
<i>Dont plans d'attribution d'actions gratuites</i>	-658	-396
<i>Dont droits d'acquérir directement des actions</i>		
Intéressement et participation		
Total	-16 582	-15 717

Note 8 – Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des commissaires aux comptes des sociétés du groupe ODDO BHF SCA, intégrées globalement, comptabilisés dans le résultat 2024 est donnée ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros)</i>	PWC		Deloitte		Autres	
	Montant 31.12.2024	Montant 31.12.2023	Montant 31.12.2024	Montant 31.12.2023	Montant 31.12.2024	Montant 31.12.2023
Audit						
- Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	3 044	2 723	506	388	175	345
- Services autres que la certification des comptes	1 574	1 455	-	289	3	-
- Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	296	-	-	-	-	-
Total	4 914	4 178	506	677	178	345

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit France figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 1 338 K€, dont 556 K€ au titre de la mission de certification des comptes de Oddo BHF SCA et ses filiales, 486 K€ au titre de services autres que la certification des comptes (Rapport sur la responsabilité sociale de l'entreprise, procédures convenues, consultations réglementaires) et 296 K€ au titre de la certification des informations en matière de durabilité.

Le montant total des honoraires de Deloitte France figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 506 K€, dont 506 K€ au titre de la mission de certification des comptes de Oddo BHF SCA et ses filiales, et - K€ au titre de services autres que la certification des comptes.

Note 9 – Evénements postérieurs à la clôture

Le 25/01/2025, il a été procédé à la fusion simplifiée des sociétés ODDO BHF Asset Management SAS et Quilvest Banque Privée Finance. Cette opération a été réalisée avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025 tant sur le plan comptable que fiscal.

VIII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale

ODDO BHF SCA

12, boulevard de la Madeleine 75009 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ODDO BHF SCA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris iso lément.

Evaluation du risque de crédit relatif aux activités de financement du Groupe

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités de financement, le Groupe est exposé au risque de crédit. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 9, il constitue des dépréciations destinées à couvrir les pertes attendues.</p> <p>Nous avons considéré ce point comme un élément clé de l'audit en raison de la matérialité des expositions et du niveau de jugement requis pour déterminer les pertes attendues et les paramètres de risque associés.</p> <p>En conséquence, nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations constituait un point clé de notre audit.</p> <p>Le montant des encours de prêts et créances enregistrés au coût amorti est de 9 644 M€ au 31 décembre 2024.</p> <p>Les dépréciations correspondantes s'élèvent à 24 M€ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 M€ sur les encours sains et dégradés (strates 1 & 2) - 18 M€ sur les encours douteux (strate 3 & POCl) <p>Se référer à la note 2.14 « Dépréciations et Provisions »</p>	<p>Nous avons évalué le caractère approprié de la conception des contrôles clés liés au calcul des pertes de crédit attendues, ainsi que leur efficacité opérationnelle.</p> <p>Nous avons examiné les hypothèses, les méthodologies retenues par le Groupe pour estimer le montant des pertes de crédits attendues et en particulier les ajustements spécifiques apportés pour prendre en compte les effets du contexte actuel d'incertitude.</p> <p>Sur la base d'une sélection de dossiers de crédit, nous avons examiné les analyses menées par le Groupe pour estimer les flux de trésorerie futurs et déterminer le niveau de pertes attendues. Nos travaux ont notamment consisté à prendre connaissance de la documentation disponible sur la situation financière des sociétés concernées et à apprécier le caractère raisonnable de la valorisation retenue pour les sûretés et les hypothèses utilisées par le Groupe pour apprécier le risque de crédit résiduel de ces expositions au regard du contexte actuel d'incertitude.</p> <p>Enfin, nous avons examiné les informations données au titre de l'évaluation du risque de crédit sur les actifs au coût amorti dans l'annexe aux comptes consolidés.</p>

Reconnaissance comptable et calcul des commissions de surperformance

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités de gestion d'actifs et de banque privée, le Groupe Oddo BHF perçoit des commissions de surperformance calculées selon les dispositions contractuelles de certains Organismes de Placement Collectif (ci-après « OPC ») ou mandats de gestion.</p> <p>Ces commissions variables sont déclenchées lorsque un indice de référence préalablement défini atteint un certain seuil à l'issue de la période de calcul. Elles sont comptabilisées en résultat à l'échéance de la période contractuelle de calcul qui est généralement de 12 mois mais peut aller au-delà.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des commissions de surperformance constituait un point clé de l'audit du fait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de leur importance relative, de la complexité de leur estimation liée notamment à la diversité des données utilisées et à la disparité des dates de clôtures des OPC, - des risques opérationnels liés à leur calcul, - de la périodicité de calcul retenue pour chacun des OPC qui peut être différente - de son exercice social, de l'incertitude pesant sur la recouvrabilité de certaines commissions estimées à l'issue de la période de calcul. <p>Se référer à la note 1.6.5 b des états financiers consolidés.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des commissions de surperformance.</p> <p>Sur la base d'un échantillon de fonds et de mandats, nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifier la concordance des calculs de commissions de surperformance avec la méthode définie dans le prospectus des fonds ou contrats de gestion sous mandat concernés, - rapprocher les montants calculés par les valorisateurs externes des fonds aux montants comptabilisés, - procéder à un recalcul des montants de commissions selon les modalités précisées dans les contrats, - vérifier le correct rattachement des commissions à l'exercice de comptabilisation, - le cas échéant, vérifier le caractère raisonnable des hypothèses retenues pour l'estimation des commissions recouvrables. <p>Enfin, nous avons examiné les informations relatives à l'évaluation des commissions de surperformance figurant dans l'annexe des comptes consolidés.</p>

Valorisation des actifs et passifs de l'activité Oddo BHF Metals

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au sein de ses métiers de Banque d'investissement, Oddo BHF a développé une activité d'intermédiaire sur les métaux non ferreux (aluminium notamment).</p> <p>Dans le cadre de cette activité, la société est amenée à détenir des stocks physiques, à négocier des contrats à terme physiques et à mettre en place des instruments de couverture (contrats d'achat ou vente à terme sur le LME, dérivés de change notamment).</p> <p>Au regard de l'importance relative des positions et des spécificités de cette activité, nous avons considéré que l'existence des stocks physiques et la valorisation des différentes positions de cette activité constituait un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne mis en place par la société pour l'évaluation et la comptabilisation des positions de l'activité Oddo BHF Metals. Nous avons notamment examiné les contrôles clés mis en œuvre par la société, en particulier ceux liés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la réconciliation des positions avec les contreparties externes (tiers détenteurs de stocks), - les contrôles afférents à la cohérence des positions entre les systèmes de gestion et la comptabilité, - la vérification des paramètres de valorisation des stocks physiques et instruments financiers. <p>En complément, nous avons réalisé les tests suivants :</p>

Le stock de métaux non ferreux s'élève à 362 M€ au 31.12.2024. Se référer à la note 2.10 « Autres Actifs et Passifs ».	<ul style="list-style-type: none">• nous avons procédé, sur base d'échantillon, à des demandes de confirmation externe par les tiers détenteurs des stocks physiques pour le compte de la société au 31 décembre 2024,• nous avons testé les contrôles d'inventaire des stocks en consignment chez les clients,• nous avons réalisé des tests de détail sur les opérations d'achats et de ventes de métaux en comparant les écritures comptables avec les bons de commandes et de livraisons, les factures correspondantes et les paiements effectués et reçus,• nous avons testé par sondage la pertinence des paramètres de marché (notamment cours LME, primes) retenus au 31 décembre 2024 pour la valorisation des stocks physiques et des positions sur instruments à terme en les confrontant à des données externes.
---	---

Contrôles généraux informatiques

Risque identifié	Notre réponse
<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes du groupe d'Oddo BHF.</p> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux principales chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière a été considérée comme constituant un point clé de notre audit au regard de certaines déficiences de contrôle interne affectant notamment la gestion des accès aux systèmes d'informations identifiées lors de précédents exercices et faisant l'objet de plans de remédiation.</p>	<p>Nos travaux ont principalement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- La gestion des accès aux applications, aux systèmes d'exploitation et aux bases de données intervenant dans l'élaboration de l'information financière. Nous avons revu et testé :• les procédures pour la création, la modification, la désactivation et l'annulation de droits d'accès, ainsi que la revue de ces droits d'accès par les responsables métiers,• la procédure de surveillance de comptes à hauts privilèges,• le respect de la politique du groupe en matière de sécurité des mots de passe et la correcte séparation des tâches.- La gestion des changements et développements relatifs aux applications.- La gestion de l'exploitation informatique :• procédures de sauvegarde et de restauration des données,• procédures d'identification et de traitement des erreurs de production. <p>Lorsque les résultats de ces tests de contrôles ne se sont pas révélés satisfaisants sur l'ensemble de l'exercice, nous avons identifié et testé certains contrôles compensatoires ou mené des travaux complémentaires.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion de la gérance.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ODDO BHF SCA par votre assemblée générale statuant sur les comptes au 31 décembre 1994 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et celle statuant sur les comptes du 31 décembre 2015 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 30ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la 15ème année, compte tenu des successions de mandats intervenues entre entités juridiques du même réseau.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par la gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou

résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 11 avril 2025
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Ridha Ben Chamek

Deloitte & Associés
Jean-Vincent Coustel

IX — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège social de la société